

inter action

124

LE MAGAZINE DU SOCIAL DANS L'AIN
SEPTEMBRE 2025



DOSSIER PAGE 41

Parentalité : des dispositifs pour grandir ensemble



PAGE 8

INTERVIEW

Philippe Roche
Président du CTS
(Conseil territorial
de santé) de l'Ain,
vice-président des
PEP 01



PAGE 12

TABLE RONDE

Bénévolat :
un secteur en
crise ou en
recomposition ?



PAGE 30

REPORTAGE

**Forts pour
demain**
Faire de la terre
un lien

PARTENAIRE ALFA3A

Rejoignez les 3 000 établissements sociaux et médico-sociaux qui font déjà confiance au Cèdre et accédez à nos conditions négociées.

400 FOURNISSEURS RÉFÉRENCÉS

+ DE 100 DOMAINES D'ACHAT

RÉALISEZ
20 %
D'ÉCONOMIES
EN MOYENNE



DISPOSITIFS
MÉDICAUX



RESTAURATION



ENTRETIEN
DU LINGE



INTERIM



ÉNERGIE

✔ Et bien d'autres à découvrir sur lecedre.fr !

Pour rencontrer un délégué régional



Christophe Angonin

📞 07 88 76 20 57

✉ ch.angonin@lecedre.fr


le Cèdre
Achetons autrement



**C'est vous
QUI LE DITES**



Interview Philippe Roche
PRÉSIDENT DU CTS DE L'AIN,
VICE-PRÉSIDENT DES PEP 01



Table ronde
BÉNÉVOLAT : UN SECTEUR EN
CRISE OU EN RECOMPOSITION ?



Portrait pour traits
NATHALIE FOURMOND



Reportage
FORTS POUR DEMAIN,
FAIRE DE LA TERRE UN LIEN



Dossier
PARENTALITÉ : DES DISPOSITIFS POUR
GRANDIR ENSEMBLE

19|39



LE CAHIER PARTENAIRES

LE MAGAZINE TRIMESTRIEL DE L'ACTION SOCIALE DANS L'AIN

Partenaires : ADAPA, Adapei, ADMR, Ain Domicile Services, Alfa3a, Grand Bourg Habitat, Conseil départemental de l'Ain, Dynacité, MSA Ain-Rhône, Orsac, Semcoda, Udaf de l'Ain |
Directeur de la publication et de la rédaction : Jacques Dupoyet | **Directrice opérationnelle :** Eveline Lines

| **Réalisation :** Abscisse Communication, 27 rue des Bons Enfants 01000 Bourg-en-Bresse, Tél. 04 74 24 44 44 | **Création :** Genaro Studio |

Rédaction : Annick Joasson, Gaëlle Lanier, Christophe Milazzo, Alexandra Palumbo, Pascaline Terelli, Marie-Ève Totoro | **Photographies :** Guillaume Cathala |

Impression : Estimprim. Tirage : 10 000 ex. N°ISSN : 1260-528X.

Anti-fraude au RSA

Pertinents contrôles

En 2024, les 1 018 contrôles approfondis réalisés par le service RSA du Département ont permis d'éviter le versement de 722 250 € d'allocations indues. 1 028 bénéficiaires ont été convoqués suite au non-respect des obligations d'insertion, avec un taux de présence de 40,17 % qui continue à baisser. Par ailleurs, 4,33 M€ d'indus RSA ont été constatés (soit 8,28 % des montants versés), dont 69 % recouverts par la Caf. Mais les sanctions restent peu dissuasives et les recouvrements difficiles.

Au total, le plan de lutte contre la fraude et pour une gestion rigoureuse du RSA a permis d'économiser en 2024 plus de 2 M€, auxquels s'ajoutent les plus de 1,5 M€ à recouvrer dans le cadre des fraudes. Depuis sa mise en place en 2015, l'économie cumulée s'élève à 31 M€ et 14,7 M€ d'indus notifiés.

Coconstruit avec la Caf, le plan de prévention des indus vise à mieux prévenir et informer les allocataires, détecter les erreurs, notifier plus humainement les indus, renforcer le réseau partenarial, optimiser le recouvrement. ■



À la une de Dynacité

Habitat vertueux

Le 4 juin à Trévoux, Dynacité a posé la première non pas pierre mais botte de paille du Domaine de la Citadelle, qui réunira 15 logements locatifs et 45 en accession sociale. Modèle d'habitat vertueux (construction béton/bois-paille, surisolation thermique, îlot de fraîcheur végétalisée...), sur l'ex-site du foyer Fétan, l'opération s'inscrit dans la vaste transformation de la ville engagée avec la Ville et la SERL,

société publique locale d'aménagement, comme le futur écoquartier des Orfèvres et la réhabilitation de la Jacobée et du quartier Béluizon.

Autre métamorphose en cours à Valserhône, avec le projet de renouvellement urbain Musinens 2030, inauguré le 11 juin : réhabilitation de 493 logements sur 25 immeubles des années 70 (de 2023 à 2029), futur quartier durable avec 37 000 m² de logements (conception bioclimatique, vues dégagées, espaces partagés...) et parc central paysager.

D'urbanisme durable il est question aussi à Sathonay-Camp (Rhône), avec le nouveau quartier de la ZAC Castellane. Le 17 juin, était inauguré l'habitat inclusif Les Colibris (43 logements dont 5 T2 de plain-pied pour des adultes cérébrolésés), projet mené avec l'association Amélie La Vie. ■



Pose de la première botte de paille de la Citadelle, à Trévoux.

Ils partent, ils arrivent

Gendarmerie de l'Ain

Le colonel Charles Hugonnet est le nouveau commandant du groupement de gendarmerie de l'Ain. En poste depuis le 1^{er} août, succédant au général Rudy Gaspard, il était auparavant attaché de sécurité intérieure à l'ambassade de France au Canada.



Charles Hugonnet

Jean-Luc Triollet

Dynacité

Architecte urbaniste de formation, professionnel reconnu du secteur du logement social, Jean-Luc Triollet a été nommé en août directeur général de Dynacité. Auparavant directeur de Val Touraine Habitat, il est président de la Fédération nationale des directeurs d'OPH (offices publics de l'habitat). Dans ses nouvelles fonctions, il aura notamment pour missions de bâtir un projet d'entreprise pour les années à venir, renforcer la qualité de service aux locataires, poursuivre le développement, accompagner les enjeux de la transition écologique sur le patrimoine existant et les futures constructions, représenter l'organisme auprès de ses partenaires et institutions.



En bref

Aider ou être aidé

« Nous sommes tous concernés : on peut tous être un jour aidé ou aidant », rappelle Évelyne Giroud, du collectif des aidants de l'Ain. Réunissant une douzaine de partenaires, le collectif organise tous les deux ans, pour la Journée nationale des aidants, une rencontre ouverte à tout public. Rendez-vous le lundi 6 octobre, au théâtre de Bourg-en-Bresse, autour du thème « Aider ou être aidé ». Dès 15 h, ouverture des stands d'information des associations du collectif. À 16 h 30, spectacle de la Compagnie Les Désaxés, suivi d'un échange avec un psychologue.

Entrée libre.

Accompagnement possible des aidés : tél. 04 74 22 11 11.



Saynètes théâtrales par la Compagnie Les Désaxés.

PAR JACQUES DUPOYET, DIRECTEUR DE LA PUBLICATION

Quand l'info se perd dans le brouhaha des réseaux

CFaisant totalement partie de notre quotidien, les réseaux sociaux sont de formidables outils de communication mis à disposition de tous, favorisant l'accès à la connaissance la plus large qui soit et à la diffusion rapide d'informations, avec un risque, si leur usage s'avère mal maîtrisé, d'altération de la vie privée, de manipulation et de désinformation.

Face à l'importance qu'ils ont pris dans la vie du quotidien et à leur influence sur la pensée et le comportement de nombre de citoyens, il paraît urgent et important de s'interroger, sans pour autant les remettre en question, sur ces modes de communication qui pallient, bien souvent il est vrai, les carences d'une presse dite officielle, pour en mesurer les risques et la portée d'informations véhiculées et relayées à satiété.

Utilisateur comme tout un chacun de ces véhicules d'information, je suis parfois surpris par l'usage qu'en font certains, pour faire passer comme certitudes bon nombre d'informations sans fondements et par la facilité avec laquelle ils les relaient sans s'être même donné la peine de contrôler telle ou telle allégation.

Entre méchants prédateurs et stupides gobemouches, il convient de savoir trier soi-même ce qui s'avère désinformation et calomnie, surtout quand on envisage de relayer certains types d'informations et courir ainsi le risque de contribuer soi-même à la propagation de contre-vérités, dans une société où ne cessent de se développer violences, haines, jalousies et divisions. Pour faciliter notre discernement, avant de courir le risque d'entrer stupidement dans la danse en reprenant en bons gogos la diffusion de certains messages, il peut paraître intéressant de s'en remettre à la sagesse grecque en se remémorant ces simples conseils de Socrate :

Un jour, quelqu'un vint le voir et lui dit :

– Écoute Socrate, il faut que je te raconte comment ton ami s'est conduit.

– Arrête ! interrompit l'homme sage. As-tu passé ce que tu as à me dire à travers les trois tamis ?

– Trois tamis ? dit l'autre, empli d'étonnement.

– Oui, mon bon ami : trois tamis. Examinons si ce que tu as à me dire peut passer par les trois tamis. Le premier est de celui de la Vérité.

As-tu contrôlé si ce que tu as à me dire est vrai ?

– Non ; je l'ai entendu raconter et...

– Bien, bien. Mais assurément, tu l'as fait passer à travers le deuxième tamis. C'est celui de la Bonté. Ce que tu veux me dire, si ce n'est pas tout à fait vrai, est-ce au moins quelque chose de bon ?

Hésitant, l'autre répondit : Non, ce n'est pas quelque chose de bon, au contraire...

– Hum, dit le Sage, essayons de nous servir du troisième tamis et voyons s'il est utile de me raconter ce que tu as à me dire...

– Utile ? Pas précisément.

– Eh bien, dit Socrate en souriant, si ce que tu as à me dire n'est ni vrai, ni bon, ni utile, je préfère ne pas le savoir et, quant à toi, je te conseille de l'oublier...

À bon entendre, salut. ■

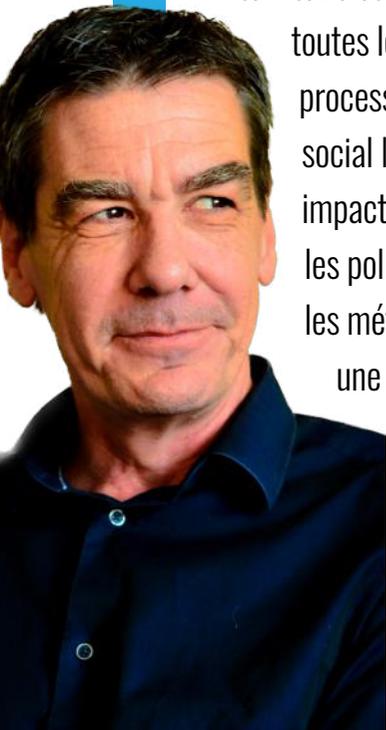


C'EST VOUS
QUI LE DITES !

Nous vivons un changement de paradigme avec le passage d'une vision du séniel exclu à un séniel dont nous devons assurer l'inclusion. La lutte contre l'isolement n'est plus conçue comme une action n'engageant que les professionnels du social, mais concerne les habitants de toutes les générations. Elle conduit à l'émergence de politiques territoriales du bien vieillir regroupant la conception de lieux à destination des personnes âgées. Elle interroge aussi la façon dont elles peuvent jouer un rôle actif dans la vie du territoire et sur la manière d'engager

toutes les générations autour d'un processus de développement social local. Cette transition impacte l'économie, la société, les politiques publiques, l'habitat, les métiers... Elle implique une approche globale et systémique.

FRANÇOIS ROUSSEAU
PDG DE FR CONSULTANTS,
MEMBRE FONDATEUR ET
ADMINISTRATEUR DE LA
SOCIÉTÉ FRANÇAISE DE
PROSPECTIVE



© Haut-Bugey Agglomération

Handi'spots : la nature pour tous !

Haut-Bugey Agglomération labellise 9 parcours « Handi'spots » pour ouvrir la pleine nature aux personnes en situation de handicap. Après un vaste travail de sélection et de repérage, chaque itinéraire est décrit dans l'application gratuite On Piste, qui donne accès à toutes les infos utiles (guidage audio, obstacles, niveaux). Avec ce projet pionnier sur la région, l'agglomération facilite l'inclusion et l'accès à la nature pour tous, dans la lignée d'autres démarches comme les chalets PMR, la mise à disposition de Quadrix et le Boost Center.



Présentation vidéo : <https://www.youtube.com/watch?v=XmKEIj2CL5g>

L'inclusion n'est pas une option mais un impératif moral.



SYLVIE GARCIA
PRÉSIDENTE DE
L'ASSOCIATION LIBERTÉ
AUTISME QUAD 01*

* Voir p. 16



Le pessimisme est un fléau pour la démocratie.

EDDY FOUGIER
POLITOLOGUE, FONDATEUR
DE L'OBSERVATOIRE DU
POSITIF
(qui animera une conférence-
débat le 24 septembre dans
l'Ain, sur "Comment rester positif
et serein en 2025 ?" <https://sites.google.com/view/abcde-ain/25-septembre-positif>)

À la une des collèges

Plan Ambition collégiens

À la rentrée 2025, l'Ain compte 52 collèges publics et 14 privés, avec au total plus de 36 000 élèves. À noter entre autres au Plan collèges 2025-2030 du Département, outre les projets de restructuration, rénovation, amélioration énergétique, en cours ou à venir : la finalisation du programme de mise aux normes d'accessibilité et la poursuite de l'installation de vidéoprotection aux entrées. Accompagner les jeunes et les aider à grandir : c'est l'objectif du plan Ambition collégiens. Comment ? Carte jeunes 01 (qui offre à chaque élève de niveau

collège 50 € de réduction pour des activités culturelles et sports/loisirs), aide aux transports, plan de lutte contre le harcèlement en milieu scolaire, aide aux séjours et échanges linguistiques, formation aux premiers secours citoyen (PSC), appels à projets Découverte des pratiques sportives de pleine nature, Porter et faire vivre les valeurs de la République...

Nouveautés : l'appli mobile Carte jeunes 01 et le dispositif 1 collège, 1 œuvre, qui permet aux établissements d'accueillir durant quatre ans une œuvre des collections patrimoniales départementales. ■

Visite départementale de rentrée au collège Bel-Air à Thoisyey.



Vu sur les réseaux



f Adapei de l'Ain - 8 septembre

Opération Brioches 2025 : du 6 au 12 octobre ! La traditionnelle semaine de solidarité gourmande revient dans tout le département. Comme chaque année, des brioches seront vendues pour soutenir des actions concrètes en faveur des personnes en situation de handicap. Nous avons besoin de vous !

f Ville de Bourg-en-Bresse - 9 septembre

Formation - Premiers secours en santé mentale

😊 Vous vous demandez comment mieux appréhender les différentes crises en santé mentale ? Vous êtes un professionnel travaillant auprès du public (hors champ du médico-social) ?

📅 Pour répondre à vos questions, participez

à une formation Premiers secours en santé mentale les 13 et 14 novembre ! Inscriptions <https://bit.ly/4gdNMj6>

f CIDFF - 8 septembre

Le CIDFF de l'Ain recherche un(e) médiateur(trice) familial(e) diplômé(e) d'État (CDI, temps plein) pour intégrer notre équipe !

f Udaf 01 - 8 septembre

👋 Rejoignez l'équipe de l'Udaf 01 ! Nous sommes à la recherche de nouveaux talents pour enrichir nos missions au service des familles.

👁️ Découvrez toutes les offres d'emploi disponibles sur notre site web et trouvez le poste qui vous correspond !

👉 <https://www.udaf01.fr/qui-sommes-nous/rejoignez-nous/>

RCF 01 : bienvenue aux bénévoles

Le 3 octobre, à 18 h, dans ses locaux (10 impasse Littré à Bourg-en-Bresse), RCF Pays de l'Ain invite à découvrir l'univers de la radio et les missions des bénévoles : réalisation d'émissions, montage, interviews, rédaction web, communication...

+ d'infos et inscription : 04 74 21 19 22 annelise.dubois@rcf.fr

RCF 01 RENTREE DES BENEVOLES
Pourquoi pas avec vous ?
Si vous êtes curieux de découvrir l'univers de la radio ...

- Montage technique des émissions
- Accueillir
- Envoi de la Lettre aux Amis
- Réaliser des émissions
- Interviewer
- Rédiger sur le web, réseaux sociaux
- vous passions, vos connaissances, vos idées, vos qualités humaines ...
- vous sont précieuses !
- environnement et communication
- Sur inscription uniquement

Rencontrons nous !
10 Impasse Littré - Bourg en Bresse
vend. 3 oct. à 18h
Renseignement et inscription au 04.74.21.19.22
ou annelise.dubois@rcf.fr

Allocation de rentrée scolaire

Attribuée sous condition de ressources, l'allocation de rentrée scolaire (ARS) a été versée le 19 août par la Caf de l'Ain à 23 392 familles aindinoises. 36 928 enfants de 6 à 18 ans, écoliers, étudiants ou apprentis, en bénéficient.

D'un montant individuel allant de 423,48 à 462,33 €, elle couvre selon une étude environ un tiers des dépenses scolaires annuelles (fournitures, vêtements, cantine). La moitié des familles bénéficiaires sont monoparentales. Montant total de l'ARS dans l'Ain : 17 665 726,85 €.

Retrouvez l'étude complète ici



« Je n'aime pas être sur la photo ! » Pour Interaction, Philippe Roche a dû faire une exception. Le président du CTS de l'Ain (entre autres) reste avant tout quelqu'un de modeste. Ses paroles, souvent émaillées d'anecdotes et de formules qui font mouche, sont ancrées dans ses 35 années d'expérience du médico-social (dont une bonne partie au sein de l'APF) pendant lesquelles l'ancien kiné, bressan d'adoption depuis 1999, a rencontré des publics variés. Retraité mais toujours actif, il poursuit son engagement pour faire progresser le secteur, à son niveau, notamment au sujet de la participation des usagers.

TEXTES **CHRISTOPHE MILAZZO**
PHOTOS **GUILLAUME CATHALA**

Philippe Roche

PRÉSIDENT DU CTS (CONSEIL TERRITORIAL DE SANTÉ) DE L'AIN, VICE-PRÉSIDENT DES PEP 01

« Pour aller vers plus de démocratie en santé, il faut une place accrue des usagers »

Comment doit-on vous présenter ?

Je revendique mon étiquette d'ancien professionnel de santé et de kinésithérapeute. Je suis parisien, j'ai fait mes armes auprès d'enfants porteurs de handicap moteur. Je suis arrivé en Bresse en 1999 après être passé par le Nord, la région parisienne, la Dordogne pour prendre la direction du CAMSP* polyvalent. Cet élargissement m'a permis, en quinze ans, de rencontrer un millier de familles. J'y tiens beaucoup. Je remercie autant les parents que les enfants avec lesquels j'ai eu à travailler et qui m'ont appris beaucoup de choses. Une bibliothécaire à l'école de kiné disait toujours : « *rappelez-vous que votre diplôme ne vous donne qu'un seul droit : celui d'apprendre votre métier* ». J'y tiens, car c'est lié à mes fonctions de président du CTS et de personne qualifiée. Elles impliquent **une capacité à rencontrer des situations différentes et à envisager quelles peuvent être les paroles de chacun.**

Vous parliez de personne qualifiée, de quoi s'agit-il ?

Nous sommes trois dans le département et nous nous complétons bien. Nous nous assurons que les droits des personnes sont respectés. Elles nous interpellent sur des questions qui, dans un contexte médico-social, peuvent regrouper la contention, la liberté d'aller et de venir, la dignité, l'intimité, le respect de la parole, des droits de visite et même du refus de soins.

Cet engagement au CTS et ailleurs est-il essentiel pour vous ?

Ça m'intéresse parce que ça me nourrit intellectuellement. Dans ma

façon de fonctionner, l'important, c'est de faire des liens. L'avantage d'être à plusieurs endroits, c'est de transmettre ce que l'on voit, de confronter des expériences. Mais si j'arrêtais demain, ça ne me dérangerait pas. Je suis mal à l'aise dans les réceptions et je ne suis pas toujours sur la photo !

Comment êtes-vous devenu président du CTS ?

C'est sa deuxième mandature. Il a été créé en 2017, il faut le temps que ça se mette en place. Les membres sont proposés à la direction générale de l'ARS (Agence régionale de santé). Le CTS est porté par l'ARS, mais pas chapeauté par elle, ce qui lui donne une certaine autonomie. J'étais nommé à la première mandature. À la deuxième, je ne travaillais plus et j'ai pris la présidence. Au CTS, je suis au-dessus des parties.

Votre expérience a dû être un plus au CTS.

En 35 ans de médico-social, j'ai vu le secteur évoluer. Je n'ai pas connu la loi de 75, mais j'ai connu quelques textes de 1992 autour de

l'intégration scolaire et les lois de 2002, de 2005. C'est parce que j'ai été dedans un temps que j'arrive encore à me repérer. La difficulté de certains conseils d'administration, c'est non seulement qu'il faudrait les rajeunir (alors que les jeunes sont très occupés), mais aussi que les administrateurs sont obligés d'avoir une plus grande technicité.

À quoi sert le CTS ?

C'est une organisation dans le cadre de la démocratie sanitaire. Elle comprend cinq collèges (prestataires de santé, usagers, collectivités territoriales, représentants de l'État et personnes qualifiées) soit 50 personnes environ. Nous avons deux commissions : l'une spécialisée santé mentale et une formation spécifique à l'organisation de l'expression des usagers. **Le CTS est un espace de débat. On est amenés à apporter des avis, soit en nous autosaisissant, soit en étant saisis par l'ARS sur différents sujets comme le plan régional de santé et ses déclinaisons.** Nous avons émis des avis sur les zonages des professionnels de santé. Un dossier s'annonce tendu : celui des médecins. Il va aussi y avoir un ou deux ans de travail sur la révision du projet territorial de santé mentale, avec une réévaluation, en lien avec l'ARS. Il y aura aussi une révision du projet régional de santé 2028-2038. Nous avons une méthodologie et des moyens qui permettent de porter un avis, de réfléchir en amont.

La démographie médicale, c'est un sujet important ?

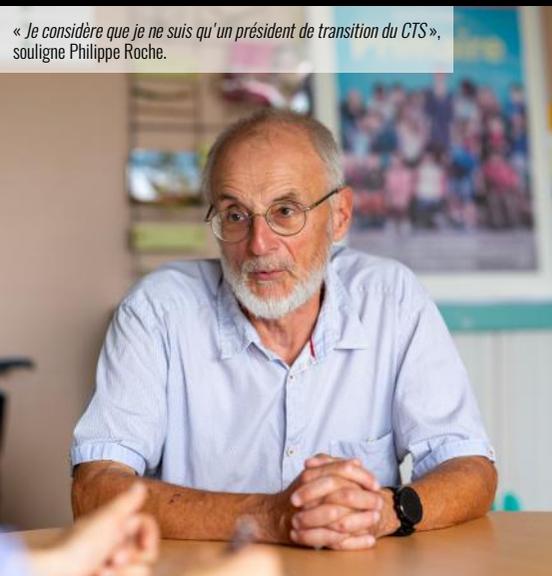
C'est un des gros chantiers. C'est parfois un raccourci de penser santé

“

Dans ma façon de fonctionner, l'important, c'est de faire des liens

* Centre d'action médico-sociale précoce

« Je considère que je ne suis qu'un président de transition du CTS », souligne Philippe Roche.



et démographie médicale. Pour qu'un pilote de Rafale mène sa mission à bien, il faut 50 personnes autour. C'est le cas pour les professionnels de santé. On a tendance à réduire la question des déserts médicaux aux médecins. Or, la vraie question concerne l'organisation du sanitaire en France dans son ensemble. Il y a une ambiguïté avec le « S » de CTS. **Il faut entendre santé au sens large de l'OMS (Organisation mondiale de la santé) comme un état de complet bien-être physique, mental et social qui ne consiste pas seulement en une absence de maladie ou d'infirmité.** Réduire la santé au sens purement sanitaire, comme à la question des déserts médicaux, c'est trop limitant. Le concept de « One health* » qui s'intéresse aux interactions dans le monde du vivant est pertinent. C'est une approche santé et environnement. Ce n'est pas simplement de savoir si j'ai le bon médecin qui fait le bon geste, au bon moment, au bon coût. Ça, on sait faire.

C'est-à-dire ?

Par exemple, à Fleyriat, quand il le peut, le chirurgien réunit les patients qui vont se faire opérer pour tout leur expliquer. Il prend du temps, mais c'est un gain par la suite : tout sera plus clair, le patient récupérera plus vite... Les médecins notent la différence entre ces patients et les autres. C'est aussi ça la performance en santé : que

les gens utilisent le juste moyen. **Il faut écouter la parole du patient, mais il faut également le former pour qu'il ne soit pas que consommateur. En France, on a encore du mal sur cette question de prévention, d'éducation.**

La participation des usagers vous tient à cœur. Depuis quand émerge-t-elle ?

Certains font remonter cette question à 1985 avec le SIDA où des associations de patients ont un petit peu pris le pouvoir, se sont renseignées et se sont mobilisées. Ils devenaient experts avec une capacité de penser, de s'exprimer. Avant, j'ai connu des réunions d'école où les parents attendaient dans le couloir pendant que l'on discutait de l'avenir de leur enfant. À l'époque, ça ne choquait personne ! Le nœud de la loi de 2002, c'était la question de l'expression. Il y a eu la loi Kouchner sur les droits des malades.

Y a-t-il eu des progrès sur ce sujet ?

Aujourd'hui, l'expression des usagers n'est pas pleinement à l'œuvre, même dans les CVS (Conseils de la vie sociale). Il y a eu un grand changement de pensée, mais qui n'est pas encore arrivé au bout. Par exemple, lors d'une réunion au Conseil national de santé, des Québécois faisaient naturellement témoigner des psychiatres et des patients. **En France, la notion de patient expert n'est pas totalement ancrée. En CVS aussi, la question de l'expression des usagers reste à construire.** D'ailleurs, des CVS, portant



Sur une formule plus avancée, je verrais le CTS comme un observateur méta

d'autres noms, existent depuis longtemps et certaines associations ne s'y reconnaissent pas. L'autodétermination devient un sujet intéressant, mais on ne peut pas passer d'un seul coup d'un système où l'on ne vous demande jamais votre avis à un autre où vous pouvez le poser de manière paisible, réfléchie. Ce qu'il faut, c'est ne jamais oublier que « tout ce que vous faites pour moi, si vous le faites sans moi, vous le faites contre moi ».

Le CTS peut-il favoriser la prise de parole des usagers ?

L'un de ses principaux soucis est que le sigle ne parle à personne. Il comprend trois termes accolés qui sont des mots-valises. Les gens sont noyés dans les sigles : les CPTS, les MSP... Il y a même des contrats locaux de santé qui s'appellent CTS !

Quelles sont les conséquences de ce manque de visibilité ?

Les associations d'usagers ne s'emparent pas toujours du CTS parce qu'on ne leur explique pas assez son rôle. Le CTS est encore trop loin du terrain. Pour aller vers plus de démocratie en santé, il faut une place accrue des usagers. Mais ils ont parfois d'autres combats, y compris pour eux-mêmes, ainsi que leurs propres difficultés comme trouver des médecins.

Qu'est-ce qui manque au CTS ?

Il manque de moyens et de reconnaissance pour trouver sa place. Il faudrait lui donner un petit peu plus d'informations et des temps d'analyse plus longs pour être légitimés. Il faut que tout le monde joue le jeu. Après huit ans, le CTS n'a pas encore pris sa place. Si on ne la lui donne pas, il faut l'arrêter.

Quels changements imaginez-vous ?

Sur une formule plus avancée, je verrais le CTS comme un observateur méta qui prendrait de la hauteur sur le sujet. Je pense plus à une sorte de Conseil économique social et environnemental fait de personnes prêtes à réfléchir, un conseil citoyen avec une part de professionnels, de patients et d'institutions. Vient ensuite la question des moyens. Pour être un observatoire, il faut des moyens et que les acteurs s'engagent à faire un retour. Mais changeons déjà son nom ! ■

* Une seule santé

NATHALIE FOURMOND

Jour après jour, la vie

PAR GAËLLE LANIER

À 48 ans, Nathalie qui a consacré sa vie professionnelle aux autres, vit avec un glioblastome, une tumeur cérébrale agressive, diagnostiquée en 2023. Elle s'investit, avec force, dans l'association « Des étoiles dans la mer », tournée vers les malades et leurs familles.

« LE MORAL DANS LA MALADIE, ÇA JOUE VRAIMENT POUR SE BATTRE », DIT-ELLE EN SOURIANTE.



Nathalie Fourmond fait partie de celles qui parlent de leur maladie. Et elle en parle très bien, avec calme, clairvoyance et en y mettant même de la lumière pour elle et tous ceux qui l'entourent dans ce combat. « C'est plus simple et c'est plus sain

quand on explique les choses aux gens », dit-elle simplement. Dire les choses, accompagner. Nathalie a souvent été amenée à le faire, elle qui a choisi de vivre une vie professionnelle entièrement tournée vers les autres comme aide-soignante, infirmière et même infirmière puéricultrice. Toujours à fond. Investie. Et avec une belle énergie qu'elle a longtemps mise dans le sport, pratiqué chaque jour. « Je ne sais pas faire les choses à moitié », concède-t-elle.

Jusqu'au 15 novembre 2022, une date qu'elle n'oublie pas. Ce jour-là, une IRM demandée suite à des problèmes d'audition révèle une lésion cérébrale dans son cerveau, confirmée en janvier sous le nom de glioblastome, une tumeur cancéreuse agressive. « C'est un tsunami. Ça a été violent même si on me l'a annoncé avec tact et douceur. Le plus dur pour moi était de savoir que j'allais faire du mal à ceux que j'aime le plus au monde. »

« MON COLOCATAIRE EST EN HIBERNATION »

Son espérance de vie est alors de 18 mois. La tumeur cancéreuse, mal placée, n'est pas opérable. Nathalie suit un protocole lourd de chimiothérapie et de radiothérapie jusqu'à octobre 2023. Depuis, la tumeur s'est figée. « Je n'ai plus de traitement. Mon colocataire s'est enfermé dans sa chambre, il est en hibernation. » Nathalie gère au mieux un quotidien en dents de scie : fatigue physique et morale, troubles de la concentration, douleurs neuropathiques. « Ma famille est ma force pour

Bio



- 48 ans, originaire d'Oyonnax, maman de trois enfants.
- À commencé sa carrière comme aide-soignante en EHPAD, à l'hôpital, à domicile et en MAS (maison d'accueil spécialisée).
- Reprend les études en 2014 pour devenir infirmière et occupe différents postes en pédopsychiatrie au CPA (Centre psychothérapique de l'Ain) ainsi que dans une PMI (Protection maternelle et infantile), comme infirmière puéricultrice.
- Fin 2022, découvre qu'elle est atteinte d'un glioblastome, une tumeur cancéreuse au cerveau.
- Après un lourd traitement en 2023, s'engage comme bénévole dans l'association Des étoiles dans la mer où elle est référente Rhône et Ain. Est également impliquée dans les associations burgiennes Les Étoiles et Blanc Bleu Rose.
- En octobre 2025, commence un DU (diplôme universitaire) de patient expert à la Sorbonne.

que ça se passe bien. Depuis janvier 2023, je vis le moment présent. »

Cette force et cette positivité, Nathalie a choisi de la partager en s'engageant au sein de l'association Des Étoiles dans la mer*. Elle organise des événements pour récolter des fonds et faire connaître la maladie et prend aussi très à cœur son rôle dans la commission de soutien aux familles. Elle passe énormément de temps au téléphone. « Je suis là pour orienter et écouter, redonner un peu d'espoir, garder cette lumière. Bien sûr, les gens se posent la question de savoir si cela vaut le coup de s'embêter avec des traitements qui ne vont pas marcher. Oui, ça vaut le coup de profiter de la vie. Avec le recul, ce temps est riche et il va permettre que l'on se crée des souvenirs. » ■

* L'association vise à financer la recherche médicale, soutenir les familles et sensibiliser le grand public sur le glioblastome desetoiledanslamer-vaincreleglioblastome.fr



Ma famille est ma force

un secteur en crise ou

Très souvent évoquée, l'idée de « crise du bénévolat » correspond-elle à la réalité ? Certaines données semblent prouver le contraire et montrent une certaine vigueur du bénévolat, en dépit des contraintes. Ainsi, en 2025, 21 % des Français se déclaraient bénévoles en association. Un chiffre en hausse alors que, dans le même temps, le visage du bénévolat se transforme. Entre « crise » et recomposition, comment les associations peuvent-elles agir ?

Sur une bonne dynamique

Première bonne nouvelle, l'inflexion liée au Covid semble derrière nous. « Il a fallu du temps pour redémarrer, mais maintenant, je suis émerveillé de voir toutes les nouvelles personnes voulant être bénévoles », témoigne Michèle. « Il y a une reprise forte. On a dépassé le nombre de licenciés d'avant Covid », ajoute Franck Rigon. L'autre motif de satisfaction est l'excellent tissu associatif aindinois, y compris dans les zones rurales où des fragilités existent ailleurs.

UN SOUFFLE DE JEUNESSE

« Le baromètre de France Bénévolat montre une mutation », relève Olivier de Vesvrotte. « L'engagement solidaire parle de plus en plus aux jeunes. La tendance la plus forte, c'est son augmentation chez les moins de 35 ans. »

Martial Goyard apporte une nuance, regrettant la baisse du nombre total de bénévoles au Marché Conté, d'une trentaine avant la crise à vingtaine. « Nous n'avions pas un tel investissement de la part des jeunes, mais il porte sur un temps moindre, des actions plus ciblées. Pour le fonctionnement quotidien, on mise beaucoup sur les seniors. » Une tendance que Michèle retrouve à l'ASSP. « Avant, nous avions plutôt des retraités. Maintenant, on a des trentenaires. Évidemment, ils sont moins disponibles. » De son côté, Franck Rigon note la récente et importante arrivée de femmes dans la dirigeance du sport.

Olivier de Vesvrotte envisage d'aller plus loin dans cette diversification. « Il y a des réserves de compétences et de talents chez des personnes que l'on n'imagine pas. France Bénévolat a même un programme pour les détenus ! » Il évoque le projet Duo J, mis en place sur Bourg de manière expérimentale. Il va rassembler pendant un an autour d'actions bénévoles des jeunes de 18 à 25 ans en situation de validité et de handicap. « Les plus habitués sont sur un fonctionnement connu, qu'ils voudraient voir perdurer. Les jeunes ont peut-être des aspirations plus immédiates que ce que l'on est en mesure de proposer. La difficulté est de concilier deux générations, deux visions différentes de la participation citoyenne », souligne Martial Goyard. ■



« Les 18-25 ans ont besoin de donner du sens à leur vie et de créer des relations vraies. Beaucoup de cursus demandent aux étudiants de s'engager. Comment à l'occasion de ses études est-on capable de donner du temps pour une cause qui a du sens ? Si on arrive à déclencher ça chez des jeunes, c'est parti pour une vie entière. »

OLIVIER DE VESVROTTE

TRÉSORIER DE FRANCE BÉNÉVOLAT PAYS DE L'AIN, ADMINISTRATEUR DE FRANCE BÉNÉVOLAT ET RESPONSABLE DU PROGRAMME HANDICAP/ENGAGEMENT

« Les dirigeants associatifs bénévoles doivent savoir lorsqu'ils gagnent des responsabilités qu'ils ne seront pas seuls face à la réglementation à respecter. Ce serait décourageant. Ils ont besoin d'un véritable soutien. »

FRANCK RIGON
PRÉSIDENT DU COMITÉ DÉPARTEMENTAL OLYMPIQUE ET SPORTIF DE L'AIN





volat :

en recomposition ?

“

Je suis convaincu par l'engagement solidaire au sein d'une équipe où l'on va partager quelque chose et s'investir dans un projet avec des gens qui ne nous ressemblent pas. C'est extrêmement puissant en termes de cohésion.

OLIVIER DE VESVROTTE

« Sur le plan personnel, c'est nourrissant de donner de son temps, son énergie, son attention. On reçoit tellement qu'il faut oser essayer, même un petit peu. Ensuite, on sera passionné. J'ai beaucoup d'années de bénévolat et elles ont magnifié ma vie. Il faut que tout le monde en profite ! »

MICHÈLE
BÉNÉVOLE À L'ASSOCIATION DE SOUTIEN AUX SOINS
PALLIATIFS

« Le vivre ensemble se manifeste dans ce monde qui croise des êtres très divers dans leur sociologie, leur réflexion, leur philosophie. Tout ça fait la richesse du bénévolat. À l'épicerie, entre les jeunes, les anciens, les ruraux, les urbains... on arrive à faire un travail remarquable qui mérite reconnaissance. »

MARTIAL GOYARD
PRÉSIDENT D'AU MARCHÉ CONTÉ, ÉPICERIE
SOCIALE ET SOLIDAIRE DE BOURG-EN-BRESSE

Comment mieux recruter ?

Pour tous, la clef résiderait dans le facteur humain. « Il faut qu'on donne envie, qu'on explique à ceux qui n'osent pas », pense Michèle. Olivier de Vesvrotte la rejoint. « 25 millions de Français se disent prêts à devenir bénévoles. Pourquoi n'ont-ils pas franchi le pas ? C'est souvent par rapport à l'image du bénévolat. On se demande où ? Comment ? Pourquoi ? » Pour lui, les plateformes comme « jeuxaider » sont de bons outils, mais insuffisants. « Ce qui déclenche un engagement volontaire, c'est une relation personnelle de qualité pour savoir ce que l'on a envie de faire et trouver des missions adaptées. »

ACCOMPAGNER L'ARRIVÉE

« Pour que la mission dure, il faut trouver une finalité commune entre l'association et les bénévoles », pense Martial Goyard. Afin que ces derniers s'intègrent et s'épanouissent dans leurs missions, Au Marché Conté a réajusté son mode d'accompagnement. Des représentants de bénévoles ont été désignés pour effectuer les démarches, aider dans l'accompagnement, expliquer. « Avant, on était dans un système hiérarchique où la direction ou la présidence accueillait. On a inversé le mode opératoire. Ça met plus à l'aise et laisse aux futurs bénévoles le temps de s'adapter. »

À l'ASSP, les bénévoles ne sont pas non plus livrés à eux-mêmes. « Après les entretiens, il y a 50 heures de formations. Les stagiaires sont accompagnés dans les services par des bénévoles aguerris. Être bien entouré les rassure ! Il y a des formations tout au long du parcours et des groupes de paroles. » ■



L'enjeu de la gouvernance

La dynamique positive récente se heurte à l'écueil de la prise de responsabilité. « 1 Aindinois sur 4 est licencié en sport. Mais il y a une dichotomie entre cette base large et les dirigeants que l'on va essayer d'accompagner au mieux », explique Franck Rigon. Cette tendance n'est pas limitée au milieu sportif. « France Bénévolat a de plus en plus de demandes pour trouver un président. Ça ne se fait pas comme ça. La gouvernance ne peut être tenue que par quelqu'un d'ancré dans la dynamique associative. »

Problème : ce niveau d'engagement est souvent perçu comme trop lourd en termes de temps et de responsabilités. « Les bénévoles sont confrontés à des réglementations, au respect du droit, de la comptabilité, des responsabilités civiles, pénales... », rappelle Franck Rigon. Un constat partagé par Olivier de Vesvrotte. « Si l'on a l'impression que l'on sera seul en cas de problème, on ne prendra pas la responsabilité. » C'est la raison pour laquelle des associations ont adopté une gouvernance plus collégiale, comprenant par exemple deux co-présidents. Olivier de Vesvrotte y voit aussi une chance de redynamiser certaines structures. « On entend souvent parler d'associations qui vieillissent avec leur président. La co-présidence peut pallier ce risque. »

Les bonnes ressources

De son côté, le CDOS se mobilise pour lever certaines barrières rencontrées par des associations, sportives ou non. Il forme 200 à 300 personnes chaque année sur les aspects de dirigeance en dédramatisant et présentant les dispositifs de soutien existants. « Le CDOS reçoit près d'un millier de demandes d'accompagnement dans le cadre du label national Guid'asso. Nous avons des experts pour trouver une solution aux problèmes des bénévoles. On est spécialistes de la gestion, notamment de la comptabilité. »

Martial Goyard signale enfin un enjeu lié au pilotage d'actions à moyen et long terme. « Avec l'incertitude des financements, il n'est pas toujours évident de garantir la pérennité d'une action. C'est assez frustrant. » Percevant ce risque de découragement, Olivier de Vesvrotte en appelle à une relation de confiance avec les partenaires pour inscrire les actions dans la durée.

Une pièce essentielle à la société

« **Q**ue serait le monde autour de nous sans aucune association ? Je n'ose imaginer le grand vide qui s'installerait », se demande Martial Goyard. « Ce vide, on l'a eu pendant la crise du Covid et ça a été une misère pour les relations interpersonnelles », rappelle Franck Rigon. Olivier de Vesvrotte poursuit : « Dans la société d'aujourd'hui, l'État ne peut pas tout faire, que ce soit dans le domaine culturel, sportif, de la solidarité... Il est important que les gens s'engagent. »

VERS PLUS DE RECONNAISSANCE ?

À ce titre, Martial Goyard regrette que le bénévolat ne soit pas reconnu à la hauteur de son impact. « Heureusement que France Bénévolat est un porte-étendard. Une structure comme la nôtre ne pèse pas lourd dans le monde associatif. Beaucoup de petites associations font un travail de terrain souvent méconnu. » Un constat qui justifie le plaidoyer formulé par France Bénévolat sur l'importance de l'engagement solidaire. « La société est marquée par l'isolement qui est le principal risque de précarité. Le bénévolat

est une piste pour recréer un lien social véritable qui a du sens », insiste Olivier de Vesvrotte.

Martial Goyard se reconnaît dans cette dimension citoyenne. « La prise de responsabilité, aussi minime soit-elle, dans une association met en place la réflexion, la discussion. Ce partage de connaissances, d'activités est peut-être une solution pour redonner goût à la vie publique. »

Alors, comment valoriser le bénévolat ? « On avait, au niveau des commissions nationales, promu le principe que dix années de bénévolat certifiées permettraient d'obtenir un trimestre pour sa retraite. Ça n'a jamais été suivi d'effet », regrette Franck Rigon. Dans cette optique, Olivier de Vesvrotte signale l'existence du passeport bénévole, un document accessible à tous qui retrace les expériences. « C'est presque un CV bénévole, un outil certifié qui montre que l'on a donné du temps. C'est une vraie reconnaissance de l'engagement. On pourrait presque parler de VAE (validation des acquis de l'expérience) ! » ■

ANIMATION	ISABELLE BERGER, CHRISTOPHE MILAZZO
SYNTHÈSE	CHRISTOPHE MILAZZO
RÉALISATION RCF	MAUREEN MATRINGHEN
PHOTOS	GUILLAUME CATHALA

Cette table ronde sera disponible en podcast le 27/09/2025 sur www.interaction01.info

FOCUS Le violentomètre : un outil de prise de conscience des violences

Le violentomètre est un outil d'auto-évaluation avec 23 questions rapides à se poser, qui permettent de repérer les comportements violents et de mesurer si la relation est saine ou, au contraire, si elle est violente. Créé en Amérique latine, il a été repris en 2018 par le Département de Seine-Saint-Denis (93).

Ta relation est saine quand il... PROFITE	1	Respecte tes décisions et tes goûts
	2	Accepte tes ami·e·s et ta famille
	3	A confiance en toi
	4	Est content quand tu le sens épanoui
	5	S'assure de ton accord pour ce que vous faites ensemble
Il y a de la violence quand il... VIGILANCE, DIS STOP !	6	T'ignore des jours quand il est en colère
	7	Te fait du chantage si tu refuses de faire quelque chose
	8	Rabaisse tes opinions et tes projets
	9	Se moque de toi en public
	10	Te manipule
	11	Est jaloux en permanence
	12	Contrôle tes sorties, habits, maquillage
	13	Fouille tes textos, mails, apps
	14	Insiste pour que tu envoies des photos intimes
	15	T'isole de ta famille et de tes ami·e·s
Tu es en danger quand il... PROTÈGE-TOI, DEMANDE DE L'AIDE	16	Te traite de folle quand tu lui fais des reproches
	17	"Pète les plombs" lorsque quelque chose lui déplaît
	18	Te pousse, te tire, te gifle, te secoue, te frappe
	19	Menace de se suicider à cause de toi
	20	Te touche les parties intimes sans ton consentement
	21	Menace de diffuser des photos intimes de toi
	22	T'oblige à regarder des films pornos
	23	T'oblige à avoir des relations sexuelles
	24	

Zone verte :
la relation est saine

Zone orange :
il y a des violences qui n'ont pas lieu d'être dans la relation

Zone rouge :
la relation est dangereuse. Il est urgent de demander de l'aide !

Les victimes de violences



85 % sont des femmes

15 % sont des hommes

POURQUOI L'UTILISER ?

C'est un outil qui vise à faire prendre conscience aux victimes qu'elles subissent des violences physiques et psychologiques et aux auteurs qu'ils commettent des violences sur leurs conjoints.

À QUI S'ADRESSE-T-IL ?

Au départ, le violentomètre était conçu pour les adolescentes et les jeunes femmes. Aujourd'hui, il s'adresse à toutes et tous, femmes et hommes, de tous âges.

COMMENT EST-T-IL DIFFUSÉ ?

Le violentomètre est téléchargeable sur le site internet : <https://www.maisonegalitefemmeshommes.fr/ressource/471/514-le-violentometre.html>

À l'initiative de la Région Auvergne-Rhône-Alpes, il est distribué dans les lycées (publics et privés) et les centres de formation (CFA, IFSI...).

C'est aussi un outil pour des actions de sensibilisation auprès de différents publics : scolaires, particuliers, élus, professionnels de santé, associations...



Pour les personnes ayant des difficultés avec la lecture, il existe une version du violentomètre en FALC (Facile à lire et à comprendre) éditée par la région Auvergne-Rhône-Alpes, à télécharger [ICI](#) ou en scannant ce QR code :



En complément, l'AVEMA a édité le livret « Comprendre le contrôle coercitif » sur les violences psychologiques - accueil@avema01.org - www.avema01.fr. Si vous êtes victimes de violences sexistes ou sexuelles, le CIDFF de l'Ain est présent pour vous accompagner. <https://ain.cidff.info/>

Nouvelle pension de famille à Bourg-en-Bresse

Le 27 mai dernier, Alfa3a a signé avec Kalilog (promoteur engagé et spécialiste du logement social) la vente en l'état futur d'achèvement de sa 6^e pension de famille de 22 logements à Bourg-en-Bresse. Ce projet bas carbone, conçu en bois par BBC Architectes, ouvrira en 2028 avec le soutien de la Ville et du Département de l'Ain.



Guillaume Beaurepaire, directeur général d'Alfa3a, et Emmanuelle Gonzalez, directrice de filiale Kalilog, lors de la signature.

Le bien-être, clé de confiance

Dans trois de ses pensions de famille (à Ambérieu-en-Bugey, Oyonnax, et Viriat), les équipes d'Alfa3a ont réuni plusieurs résidentes pour un atelier « soins esthétiques ». Cette initiative permet aux participantes, souvent en situation de fragilité, un temps rare de détente et de valorisation, afin de les aider à reprendre confiance en elles et se reconnecter à leur féminité.

Jeunes chevaliers de 2025

À l'occasion des 700 ans de l'emblématique bataille de Varey, 400 enfants des accueils de loisirs et CADA (centres d'accueil des demandeurs d'asile) Alfa3a participeront à une journée médiévale le 24 octobre au château de Varey. Animations, visites et ateliers viendront clore de façon ludique et immersive le programme estival du département Animation d'Alfa3a. Cette journée sera suivie d'une grande fête ouverte au grand public le samedi 25 octobre.

Plus d'infos sur la page Facebook d'Alfa3a <https://www.facebook.com/alfa3aaa>

Graines de citoyens Actif "After"

Le 23 juillet, une soixantaine de jeunes venus de tout le département se sont retrouvés à Montréal-la-Cluse pour clore l'année passée au sein du Réseau Jeunes de l'Ain. Après avoir travaillé 10 mois sur le thème de l'estime de soi, ils ont proposé au public une journée d'actions participatives : podcast en

direct, micro-trottoir, affiches, nuage de mots ou encore arbre à compliments. Une manière de valoriser leur travail d'engagement citoyen, tout en sensibilisant le grand public sur une question qui les touche, et enfin finir l'année avec une journée tout en convivialité. ■

Lire l'article complet



Yoan, Tyron et Akram, Inès et Mila (de gauche à droite) faisant partie du Copil qui a piloté les actions du projet depuis l'automne 2024.

Liberté autisme quad 01 Ambassadrice de cœur

« Les enfants autistes peuvent énormément progresser à travers le sport » souligne Sylvie Garcia. Fondatrice en 2015 de l'association Liberté autisme quad 01 suite à la passion de son fils pour le quad et ses bienfaits constatés - il est même devenu en 2019 le premier autiste à participer au Mondial de quad -, elle n'a cessé depuis d'apporter écoute, soutien, espoir aux parents et joie aux enfants autistes, de « donner à chaque autiste la place, la voix et la lumière qu'il mérite ». Temps forts : les anniversaires « car les enfants autistes sont souvent seuls », la grande journée Bikers pour l'autisme avec baptêmes de sports mécaniques en avril à Chavannes-sur-Reyssouze, et - nouveau dès octobre - des rencontres parents/jeunes autistes et entre parents.

Membre du Conseil national consultatif des personnes handicapées (CNCPH), elle œuvre aussi désormais au niveau international pour la cause de l'autisme : en juin, elle a

été nommée ambassadrice de cœur et directrice France Europe Afrique de l'ONG Hurifba (Human rights and forest brain Africa). Projet à long terme : créer un centre pilote pour autistes au Cameroun. ■

Tél. 09 80 50 20 14
ass.laq01@gmail.com



Valentin, passionné de quad depuis l'âge de dix ans.



mon parcours à moi

« Facilitatrice de relations humaines »

Du management dans la grande distribution au développement social et à la coordination de l'habitat inclusif chez Dynacité, le même goût pour la relation humaine anime Caroline Villard.



ITINÉRAIRE



À l'aube des années 2000
Choix d'orientation

Attirée par le commerce, Caroline Villard passe un bac ES (économique et social) à Nantua puis un BTS Action commerciale, spécialité marketing et gestion des entreprises, à l'ESC* IDRAC Lyon, et part un an en Hollande, où elle obtiendra un Bachelor of arts business economics.



Les années 2000
L'entrée dans la vie active

« *Quand on revient de l'étranger, ce n'est pas évident d'entrer dans la vie active !* » souligne-t-elle. Seule la grande distribution lui ouvre ses portes. Devenue cheffe de rayon dans une grande surface de bricolage, dans la région lyonnaise, Caroline s'y épanouit : « *Gérer une équipe de dix personnes et apporter des conseils aux clients qui en ont besoin me plaisaient* ».



2008
Nouveau secteur d'activité

Mais la volonté de revenir dans l'Ain lui fait quitter son poste. Là, c'est Dynacité qui lui ouvre ses portes pour un poste de chargée de secteur, à Oyonnax. « *Quand on gère un quartier, il y a de l'humain* » : à la Tuilerie, au-delà de la gestion locative et du management des agents d'entretien, elle initie des actions favorisant le bien-être des habitants (jardin partagé, installation de jeux pour enfants...).



2018
La bifurcation vers un poste tout neuf

« *Le développement social et urbain sert vraiment à développer le mieux vivre ensemble.* » Le poste de chargée de DSU se crée et sera tout naturellement le sien : « *Ce qui me plaît, c'est la relation humaine.* » Éco-logis, cafés habitants, ateliers de réparation de vélos enfants... : « *J'essaie d'apporter ma petite pierre à l'édifice, de changer l'image du bailleur social. J'aide aussi les collègues chargés de secteur qui ont moins la fibre sociale. Je suis une facilitatrice de relations humaines* » dit-elle, tout sourire.



2024
Une mission complémentaire

Depuis plus d'un an, elle partage son temps de travail entre son poste de chargée de DSU et celui, nouveau, de coordinatrice et animatrice de l'habitat inclusif, avec là pour terrain d'action deux résidences, à Hauteville et Oyonnax. Habitants d'un quartier ou personnes âgées en perte d'autonomie : on est toujours dans la relation humaine...

* École supérieure de commerce

Comité local d'aide aux victimes

Renforcer l'accompagnement

Créé en 2019, le CLAV (Comité local d'aide aux victimes) de l'Ain réunit divers acteurs locaux (justice, préfecture, forces de l'ordre, santé, associations, collectivités...), avec pour objectif coordonner et améliorer l'accompagnement des victimes de violences. Au bilan 2024-25, sur l'axe accidentalité, la politique pénale et la prévention ont été renforcées. Sur l'axe violences intrafamiliales, à noter entre autres : l'ouverture de nouvelles places pour les femmes victimes, l'information des victimes en

cas de sortie de détention du conjoint violent...

Une convention sur l'accompagnement de victimes par un chien d'assistance judiciaire a été signée et un protocole de prise en charge des enfants mineurs présents lors d'un homicide au sein du couple le sera prochainement.

En 2025-26, sont à travailler notamment l'accompagnement plus précoce des victimes durant l'enquête, des formations sur l'annonce des décès, la prévention et le traitement des victimes de discriminations. ■

Le CLAV de l'Ain s'est réuni le 10 juillet, au palais de justice.



Violences intrafamiliales

Des mesures adaptées

En hausse constante, le nombre de victimes de violences intrafamiliales connu des forces de sécurité intérieure dans l'Ain s'élève en 2024 à 2 966 (+ 9,7% par rapport à 2023), dont 74 % de femmes.

Au 1^{er} semestre 2025, 7 téléphones grave danger (TGD) ont été attribués (contre 6 au 1^{er} semestre 2024). 70 évaluations personnalisées des victimes (EVVI) – évaluations globales permettant, pour les mesures les plus graves et faisant l'objet d'un jugement rapide devant le tribunal correctionnel, des mesures de protection et une prise en charge complète et adaptée – ont été demandées par le parquet (contre 40 au 1^{er} semestre 2024).

En 2024, l'État a financé 20 nouvelles places pour les femmes victimes de violences, portant le total à 82 places, sur 16 communes de l'Ain, auxquelles s'ajoutent 86 autres places dédiées. ■



En bref

SISM 2025

Du 6 au 19 octobre, les 36^{es} Semaines d'information sur la santé mentale (SISM) battront leur plein dans toute la France, autour du thème « Pour notre santé mentale, réparons le lien social ». Dans l'Ain, plus d'une quarantaine d'événements sont au programme, organisés par de nombreux partenaires : conférences, ateliers créatifs, bancs bavards...

www.sante-mentale-ain.fr



Octobre Rose, mois hyperactif

Dans le Pays de Gex, l'association Ma Bulle Rose poursuit son action contre le cancer, en particulier à l'automne, rendez-vous incontournable de la cause. Le 11 octobre, la 4^e édition de la course solidaire

« Bougeons avec Ma Bulle Rose » rassemblera marcheurs et coureurs à Sauvigny et Veronnex. L'édition 2024 avait compté 350 inscrits et collecté 6 000 €. L'association organisera également un dîner de charité et participera à huit autres événements locaux dont les fonds lui seront reversés.



La Ligue contre le cancer 01 : découvrez les événements d'Octobre rose dans l'Ain



inter -action

124

LE MAGAZINE DU SOCIAL DANS L'AIN
SEPTEMBRE 2025

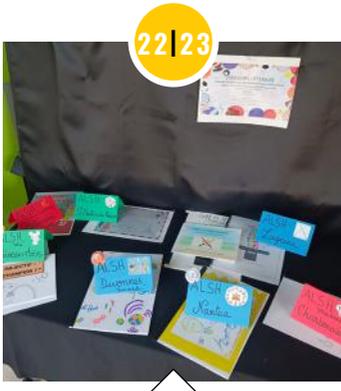


REPORTAGE

Forts pour demain Faire de la terre un lien

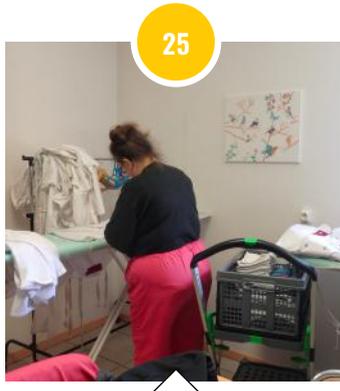
CAHIER
PARTENAIRES

SOMMAIRE
CAHIER PARTENAIRES



22|23

Alfa3a
QUAND L'ART A DROIT DE CITÉ



25

Orsac
DES SERVICES OUVERTS À TOUS



26|27

Adapa
UNE CULTURE PROFESSIONNELLE
RENOUVELÉE



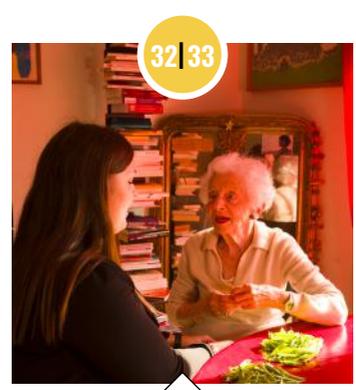
28|29

MSA
UNE NOUVELLE ÉQUIPE POUR LA
CAISSE AIN-RHÔNE



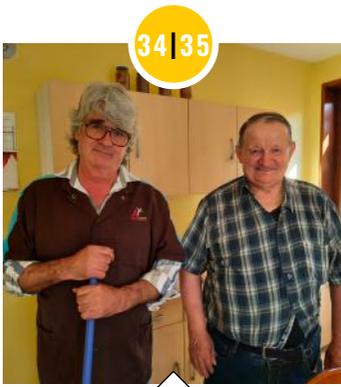
30|31

Reportage
FORTS POUR DEMAIN, FAIRE DE LA
TERRE UN LIEN



32|33

Dynacité
INTÉGRER ET ACCOMPAGNER LES
PLUS FRAGILES



34|35

Ain Domicile Services
MÉTIERS DU DOMICILE : UNE
HISTOIRE DE FEMMES... ET
D'HOMMES



36|37

Adapei de l'Ain
UNE FORMULE INNOVANTE POUR
GAGNER EN AUTONOMIE



38|39

Département de l'Ain
PRIORITÉ À L'EMPLOI !

Les Échappées vertes 01

La nature pour apaiser l'aidant et l'aidé

L'association, créée à l'été 2024, propose à des personnes atteintes de début de troubles neuro-évolutifs et à leurs aidants des balades créatives et sensorielles en pleine nature.

PAR GAËLLE LANIER

Il n'existe pas d'alternative en extérieur ? Créons-la !

« Le projet est né d'une énorme colère. » Quand Sophie Kériguy reprend la genèse de la création de l'association Les Échappées vertes, imaginée avec son compagnon David Verger, elle se replonge dans sa douloureuse expérience familiale. Un papa touché par Alzheimer mais qui cache ses troubles, une maman dans le déni. Un stress permanent, des situations très dangereuses et une maman qui s'épuise. « Il fallait la secourir, elle était en danger et n'osait pas demander de l'aide », explique Sophie. « Quand la maladie est à un stade avancé, l'institution est là. Au stade moyen, on se tourne vers des organismes ou France Alzheimer. Mais avant cela, au moment où l'aidant accumule la fatigue, où l'aidant est en souffrance et dans le déni, il n'y a rien », complète David.

Proposer un accompagnement dès le début des troubles. Voilà comment l'idée de l'association Les Échappées vertes 01 est née. Et le nom est venu, là encore, de leurs expériences. Au milieu de la « bulle anxiogène » vécue par ses parents, Sophie avait observé les bienfaits des sorties en forêt pour son papa comme pour sa maman. « Nous avons suivi tous les deux la formation d'aidant de France Alzheimer. Elle nous a beaucoup aidés à comprendre la maladie, à intervenir auprès des personnes malades, savoir ce qu'il fallait éviter. Nous avons découvert des aides technologiques, comme les bijoux GPS, qui nous auraient évité de toujours appeler la gendarmerie quand mon père partait. » Ils ont également été accompagnés par Ronalpia dans leur projet.

Avec les Échappées vertes, Sophie et David, qui sont par ailleurs gérants du camping de la Raza à Meillonas, proposent ainsi des balades en extérieur avec des mini-activités sensorielles à l'attention des personnes atteintes de début de troubles



et de leurs aidants. Ils ont déjà collaboré avec une professeure de yoga, veulent faire intervenir une artiste et débiteront à la rentrée des prestations pour Ain Alzheimer. « On y va doucement, disent-ils. On n'est pas dans le médical. L'aidant, on peut aussi l'accompagner et l'orienter. Il s'agit d'une sortie qui apporte à chacun un moment de répit. » ■

Lesechappees.vertes.01@gmail.com
Tél. 06 15 07 96 16

“

« Dès que l'aidant constate qu'il se passe quelque chose, c'est là qu'on peut intervenir. »



SOPHIE KÉRIGUY ET DAVID VERGER
COFONDATEURS DES ÉCHAPPÉES VERTES 01

Lors des balades aidés-aidants en pleine nature, des mini-activités créatives sont proposées : s'initier au yoga, écrire des messages, faire un mandala, créer un sac sensoriel...





ÉVEIL CULTUREL

Toute l'année, Alfa3a encourage les activités culturelles et les projets éducatifs artistiques.

- L'art et la culture, comme lieux d'ouverture et de construction et comme éléments du parcours d'insertion.
- L'accès à la culture pour tous, y compris les publics les plus fragiles.

Un autre projet est en cours pour obtenir l'éco-label « La belle vie ». À la clé, la réalisation d'un album musical, de clips vidéo et un passage des enfants à Radio B. À venir également, en octobre, les Journées médiévales au château de Varey : l'occasion d'un grand voyage dans le temps.

Alfa3a - siège social

14 rue Aguétant
01500 Ambérieu-en-Bugey

04 74 38 29 77
www.alfa3a.org



Des enfants colporteurs de culture



Lors d'une séance artistique à la résidence Renoir.

PROJETS CULTURELS

Quand l'art a droit de cité

Alors que les inégalités d'accès à la culture persistent, développer l'art et la culture dans les activités de loisirs est un enjeu éducatif, citoyen et social. Tour d'horizon de quelques initiatives.

PAR PASCALINE TERELLI

L'animation loisirs, ce n'est pas seulement remplir les temps périscolaires ou égayer les vacances des enfants. C'est leur offrir des clés pour comprendre le monde, exprimer leurs émotions, éveiller leur curiosité et construire leur pensée critique. Les projets des accueils de loisirs intégrant des pratiques artistiques ne manquent pas. Entre l'univers du livre, les arts plastiques ou la musique, les animateurs jouent un rôle clé pour faire de ces moments de découverte des leviers d'émancipation et d'épanouissement pour tous les enfants, quels que soient leur origine ou leur milieu.

UN CONCOURS LITTÉRAIRE INTER-CENTRES

À Lagnieu, il a été fait sien le principe selon lequel « on ne connaît que les choses qu'on apprivoise ». Mené sur toute l'année 2024, un projet a ainsi vu le jour autour du livre « pour stimuler la créativité et faire des enfants des colporteurs de culture », selon les mots de Cindy Meyer, directrice de l'ALSH* du centre. Outre les activités proposées au fil de l'année, les animateurs ont lancé un concours visant à créer un album jeunesse de A à Z, imaginé, illustré et réalisé par les enfants. « Nous avions envie, précise son adjointe Cécile Graziani, d'établir plusieurs liens, entre nos structures d'abord, d'où l'idée d'un concours, et entre le sport très présent dans l'actualité avec les JO et la culture, notre axe-phare. » Sept autres structures ALSH ont répondu à la proposition, avec des

enfants et après plusieurs mois de travail, trois livres ont été récompensés. De « Dork et le sabre légendaire » à « Objectif Champion », les titres des albums témoignent de cette belle aventure créative où des enfants, du CP au CM2, ont mêlé écriture, dessin et esprit d'équipe. ■

* Accueil de loisirs sans hébergement



Au centre d'animation de Lagnieu, Cindy Meyer, coordinatrice multisite, Djamel Benmecellem, animateur, et Cécile Graziani, directrice du centre de loisirs.

Des pratiques qui révèlent l'estime de soi

À la résidence sociale Auguste Renoir à Bourg-en-Bresse, un projet solidaire créatif a été mené avec des élèves de l'ADEA, futurs moniteurs éducateurs. Ils sont à l'origine d'un projet d'exposition mené avec un groupe de deman-

Sortie au Monastère royal de Brou.



deurs d'asile, hébergés par le dispositif DHUDA du pôle actions sociales*. L'objectif ? Réaliser une ou plusieurs œuvres parlant d'eux. « *On les a vus s'ouvrir au fil des séances, sourire ; cela a été pour eux une échappatoire, une bulle dans le temps et certains se sont découvert un goût réel pour la peinture ou le collage* », explique Esther Pasquier, référente Huda**, en repensant à Paul, auteur de rien moins que six tableaux, ou Edita qui a donné envie à son mari de rejoindre la prochaine session. « *En discutant avec les travailleurs sociaux, explique la stagiaire, nous avons identifié plusieurs besoins : celui de reconnaissance, d'estime de soi, d'écoute et un besoin occupationnel. Tout cela a permis de mettre en lumière un public méconnu, de lui procurer une écoute et un accompagnement dans la réalisation d'une œuvre qui lui*

ressemble. » L'exposition, dont le vernissage était le 12 juin dernier, a été visible à l'ADEA puis à la résidence Renoir. Un autre projet a pu voir le jour avec d'autres résidentes. L'objectif était de rompre leur isolement en organisant une sortie culturelle extérieure. Cela fut fait avec une visite du Monastère royal de Brou le 19 juin dernier avec huit participantes, heureuses de sortir entre femmes. ■

* Dans le cadre du Code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile (CESEDA)

** Le dispositif d'Hébergement d'urgence des demandeurs d'asile est un service d'Alfa3a dédié à l'accueil, l'accompagnement et l'hébergement de personnes en demande d'asile, créé en 2001. Il comprend la plateforme d'accueil (SPADA), un accueil de jour à Bourg-en-Bresse au 7 rue de la Paix et 9 sites d'hébergement sur le département de l'Ain.

ÉCLAIRAGE

Quand la musique adoucit la vie

La culture entre aussi dans les pensions de famille.

Tout au long de l'année, les hôtes des pensions de famille encouragent et sollicitent les résidents à participer aux activités afin de les ouvrir sur l'extérieur. Une action, baptisée « Parenthèse musicale », a été mise en place au sein de la résidence accueil de Viriat, avec les pensions de famille de Saint-Genis-Pouilly, Valserhône, Oyonnax et Ambérieu-en-Bugey. « *L'ouverture et les pratiques culturelles sont un leitmotiv de nos équipes, résume l'hôte Franck Vilbert, ravi des ateliers de pratique qui se sont déroulés à Viriat. Nous avons fait appel à la compagnie aindinoise Au Long Court pour explorer la dimension artistique à travers les perceptions des participants. Il s'agissait d'une expérimentation de plusieurs dispositifs de jeux, à base d'objets détournés, d'instruments de musique, de voix, de sons et de mots en boucle (technique du looper favorisant l'exploration et l'expression artistique).*

L'idée est de permettre à nos résidents d'accéder à des formes de culture qu'ils ne connaissent pas forcément et dans lesquelles ils peuvent trouver plaisir et épanouissement. »

QUAND LA TROMPETTE SOUFFLE UN LIEN ENTRE GÉNÉRATIONS

Autour d'un concert de cuivres à Lyon, le moment de partage vécu par les résidents des pensions de famille d'Ambérieu-en-Bugey, Oyonnax et Valserhône en lien avec le groupe Abracadabras a donné lieu à de riches échanges intergénérationnels. La passion des jeunes trompettistes a trouvé un écho dans la sensibilité et l'expérience des résidents, créant un dialogue authentique autour de la musique. Selon Wafa Yakhef, hôte de pension de famille, « *ce concert a été bien plus qu'un simple divertissement : il a ravivé des souvenirs, éveillé des émotions profondes et*

surtout, créé une connexion entre les artistes et nos résidents. Les applaudissements nourris, les sourires et les discussions enthousiastes témoignent de l'impact fort de cette soirée. » ■

Séance découverte musicale, sur un air de djembé.



Épicerie solidaire

Nouvelle permanence

Née en 2009 « avec l'appui de Val Horizon » souligne sa directrice opérationnelle, Caroline Debrichon, l'épicerie solidaire de Trévoux a ouvert ensuite une permanence à Jassans-Riottier puis au fil des ans, « avec l'impulsion de la Caf et du Département », à Thoisy et Montmerle-sur-Saône. Depuis juin, une nouvelle a lieu à Saint-André-de-Corcy, à la demande du CCAS*, trois mercredis par mois.

« Dans chaque lieu, nous sommes en lien avec les autres associations d'aide alimentaire. » L'épicerie solidaire est aussi un lieu de convivialité, d'animations et un atelier chantier d'insertion. Et les bénévoles sont les bienvenus « pour des missions régulières ou ponctuelles ». En rayon, des produits secs et frais issus de la Banque alimentaire, de dons de

magasins et d'achats à des producteurs locaux. Tout est vendu à 30 % des prix du commerce. Les bénéficiaires sont orientés par les travailleurs sociaux. « C'est un coup de pouce pour financer un projet, de plus en plus concernant la mobilité et l'énergie. »

En 2024, l'épicerie a bénéficié à 180 foyers, soit environ 500 personnes. ■

* Centre communal d'action sociale



Vincent Doyet, directeur général de Val Horizon, et Ludovic Loreau, maire de Saint-André-de-Corcy.

Parce que ça nous touche

Des aides concrètes

En 2024, les 20 500 € collectés grâce au festif et convivial tournoi de rugby ouvert à tous organisé à Saint-Maurice-de-Gourdans, au profit des enfants atteints de cancer hospitalisés au centre Léon-Bérard à Lyon, leur ont permis d'avoir une salle d'échange avec les parents toute rénovée, des tablettes numériques au sein de l'école de l'établissement et d'effectuer un stage de parapente. Forte de ce premier succès, l'action se poursuit, portée par l'association née dans la foulée, Parce que ça nous touche. Le tournoi de rugby est devenu annuel et est complété par diverses actions

au long de l'année : ventes de crêpes, paquets cadeaux de Noël... Outre l'objectif d'aider les enfants malades, l'association, qui peut compter sur quelque 90 bénévoles, répond aussi volontiers aux besoins de personnes en difficulté exprimés par les mairies. « On ne verse jamais d'argent : on paye directement du matériel, des frais de cantine pour un enfant, de garde-rie... On a toutes les factures, tout se fait en toute transparence » indique Sébastien Gil-Martins, président fondateur de l'association. ■

parcequecanoustouche@gmail.com
Tél. 06 46 02 08 81

Le tournoi de rugby 2024 avait réuni quelque 180 joueurs. L'édition 2025 a eu lieu le 13 septembre.



En bref

Toketa « à tes côtés »

Né à L'Abergement-de-Varey, Toketa est un tiers-lieu engagé mêlant boulangerie, savonnerie, épicerie, résidence artistique, ateliers et rencontres. Imaginé par Christelle Hot et Sandrine Vitte, il s'ancre dans des valeurs sociales, environnementales et culturelles. Soutenu par la mairie, les habitants et 40 bénévoles, il valorise circuits courts, artisanat, solidarité et alimentation bio. L'épicerie propose des produits locaux et des savons maison. La semaine d'inauguration, plus de 100 visiteurs ont découvert le lieu et ses ateliers animés avec des associations locales. Un projet coopératif qui entend bien s'ancre durablement sur son territoire.



Toketa a été inauguré le 5 juillet.

MDPH : des demandes en hausse

Le rapport d'activités 2024 de la MDPH montre une hausse du nombre de demandes déposées de 5,3 % par rapport à 2023, tant pour les adultes que pour les enfants, et une dégradation des délais de traitement, passés de 2,98 mois à 4,41 mois. L'ouverture du DUA (dossier unique d'admission), pour lequel la MDPH 01 était préfiguratrice pour la région Auvergne-Rhône-Alpes, est effective. La page MDPH du site Internet du Département est l'une des plus consultées de ce site. 18 351 téléchargements de documents ont eu lieu sur ces pages. www.ain.fr/solutions/mdph-ain/

Logement des jeunes actifs

36 % des Aindinois de 18-29 ans actifs vivent chez leurs parents. Cette part augmente, pour l'ensemble des catégories socio-professionnelles et même lorsque les jeunes sont en CDI. De multiples autres données quantitatives et qualitatives sur le logement des jeunes actifs dans l'Ain sont à découvrir dans le Cahier départemental de l'habitat n° 11, téléchargeable en ligne. www.adil01.org/le-logement-des-jeunes-actifs/



ORSAC



HANDICAP

La Freta en bref

ESAT

- 66 places
- 7 ateliers :
 - > Cuisine
 - > Entretien des locaux et du linge
 - > Espaces verts (entretien pour les collectivités et les particuliers, avec entre autres clients la mairie d'Hauteville, la MFR, la Compagnie nationale du Rhône, SR3A...)
 - > Sous-traitance industrielle
 - > Bois (scierie, bûches, allume-feu)
 - > Forêt (abattage de bois)
 - > Nettoyage de véhicules (aspiration de l'intérieur, plastiques, vitres)
- 8 moniteurs

Foyer

- 50 places (toutes en chambres individuelles, rénovation en cours)

SAVS

- 30 places

ORSAC

18 rue Bichat, 69002 Lyon

04 72 56 73 00

www.orsac.fr

+ d'infos sur les nouveaux services de l'ESAT La Freta :
tél. 07 81 15 03 91

ESAT LA FRETA

Des services ouverts à tous

À Hauteville, l'ESAT* La Freta développe de nouvelles activités, avec toujours pour objectif de favoriser l'évolution des travailleurs handicapés et l'ouverture sur l'extérieur, dans une cohérence territoriale.

PAR ANNICK JOASSON

« **M**ade in La Freta » : les éléments de bois de chauffage et d'allumage réalisés par l'atelier scierie de l'ESAT La Freta ont désormais une marque et bientôt un point de vente directe au sein même de l'établissement. Là n'est pas la seule nouveauté : l'atelier de nettoyage intérieur des

Au service entretien des véhicules, sous l'œil de la monitrice d'atelier.



véhicules, opérationnel depuis un an en interne, est ouvert depuis cet été aux clients extérieurs. Il suffit de prendre rendez-vous. Le service est assuré par des travailleurs handicapés formés et facturé au prix du marché.

L'atelier entretien du linge est aussi en plein essor : au-delà du lavage des vêtements de travail de l'ESAT et nouvelles machines professionnelles à l'appui, il élargit son offre, entre autres auprès des établissements de l'UHT (Unité territoriale d'Hauteville) de l'Orsac.

UNE VRAIE CONSCIENCE PROFESSIONNELLE

« Les travailleurs handicapés sont preneurs de nouvelles activités. Ils sont curieux par nature, pro-

Virginie Cattrat

Responsable d'exploitation de l'ESAT



actifs, ont une vraie conscience professionnelle. Le travail est très bien exécuté » souligne Virginie Cattrat, responsable d'exploitation. Le développement des ateliers leur ouvre de nouvelles possibilités d'évolution. « L'ESAT est un passage, un tremplin. Ils acquièrent de l'expérience. » Selon leurs capacités et leurs envies, ils peuvent se former pour changer d'activité. Certains cheminent vers l'entreprise adaptée ou le milieu ordinaire. Exemple : l'un travaille aujourd'hui au casino d'Hauteville. « Le plus important, c'est le bien-être des travailleurs handicapés. »

Développer de nouveaux services, c'est aussi renforcer l'ouverture sur l'extérieur et l'ancrage territorial. « L'ouverture du magasin de l'atelier scierie est une porte ouverte sur la rencontre de l'altérité, le partage, pour que les habitants se rendent compte que les travailleurs handicapés sont des gens merveilleux, curieux de tout » glisse Raphaël Charpentier, chargé de communication de l'UTH. ■

* Établissement et service d'aide par le travail



L'ESAT est un tremplin



ACCOMPAGNEMENT

L'Adapa en 2024, c'est :

- 5 444 personnes accompagnées
- 64 personnes suivies par le SSIAD de Miribel
- 32 ateliers de la prévention de la perte d'autonomie auprès de 245 personnes
- 117 participants aux cafés des aidants
- 51 logements en résidence Haissor sur 8 communes
- 735 salariés dont
 - > 88 % d'aides à domicile
 - > 5 % de salariés du siège
 - > 5 % de responsables et d'assistants de secteurs
 - > 2 % de personnels du SSIAD

Adapa

4 rue Tony Ferret
01000 Bourg-en-Bresse

Tél. 04 74 45 51 70
www.adapa01.fr



Vous
êtes des
facilitateurs

MONTESSORI APPLIQUÉE AUX SÉNIORS ET AUX PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP

Regagner des compétences est au cœur de la méthode Montessori.



Une culture professionnelle renouvelée

Sur fond de réforme des SAD (Service autonomie à domicile), l'Adapa a commencé à déployer une nouvelle approche de travail fondée sur la méthode Montessori. Son but ? Mieux écouter les envies de lien social des personnes accompagnées et valoriser les compétences de ses équipes.

PAR CHRISTOPHE MILAZZO

Quand on parle de Montessori, beaucoup pensent immédiatement à la petite enfance, pas aux seniors et aux personnes en situation de handicap. La méthode a en effet vu le jour dans le secteur de la psychiatrie infantile avec l'idée d'apprendre à partir du concret, en faisant. « Aide-moi à faire seul, permets-moi de me développer », comme le disait Maria Montessori. Plus récemment, le neuropsychologue américain Cameron Camp l'a transposée aux personnes âgées.

UNE DÉMARCHÉ PROGRESSIVE

L'Adapa a commencé un travail pour déployer la méthode au sein de l'association. « Toute l'organisation se questionne sur son rôle, sa place, le sens de son action », explique Jean-Paul Peulet, président de l'Adapa. Derrière cette approche qui valorisera le travail des aides à domicile se trouvent trois objectifs : renforcer le sentiment de contrôle et la capacité d'agir de la personne accompagnée malgré ses difficultés, l'engager dans des activités qui lui correspondent et restaurer son rôle dans la société.

Les formations, débutées en juin sur les secteurs tests de

Belley et Miribel, concernent d'abord les responsables de secteurs. Des sessions de deux jours, prévues à l'automne, s'adresseront aux aides à domicile et aux aides soignantes.

DES BÉNÉFICES MULTIPLES

La méthode Montessori engage un changement de paradigme. Chacun est accompagné comme il le souhaite et ses capacités sont valorisées. Il faut observer pour comprendre, savoir qui est la personne accompagnée, ce qu'elle aime, ses accomplissements, ses buts. Il ne faut pas prendre le pas sur l'autre, faire à sa place car, comme le disait Maria Montessori, « quand on m'impose, je m'oppose ».

Cette vision s'appuie sur une zone du cerveau préservée par les difficultés cognitives : la mémoire procédurale. Elle implique, outre l'observation, de mise sur la répétition et des outils pour stocker les informations en externe : écrits, livres de vie... Pour paraphraser la méthode Montessori : « Ne prenez pas les personnes en charge, accompagnez-les. » « Vous êtes des facilitateurs permettant à l'autre de faire, de continuer d'avoir une vie qui a du sens. » ■

« Tout le monde va s'y retrouver »

Plusieurs professionnels ont partagé leurs visions et attentes sur la méthode Montessori lors de l'assemblée générale de l'Adapa le 2 juillet dernier.

Beaucoup appliquent la méthode Montessori sans le savoir, ce que confirment Sylvaine Malatray et Laetitia Debonis, infirmière coordinatrice et aide-soignante sur le SSIAD (Service de soins infirmiers à domicile) de Miribel. « On aide déjà beaucoup les patients pour maintenir leur autonomie. » Comme elles, Valérie Bouetard, intervenante à domicile à Belley, a découvert cette méthode appliquée aux séniors il y a peu. « Ça ouvre plein de perspectives. L'essentiel est d'être à l'écoute, voir quels sont les besoins, résister à la tentation de faire à la place. » Cadre de santé à l'Ehpad des Héliobores de la Mutualité de l'Ain, Catherine Robin a récemment décidé de la déployer dans l'unité de vie protégée où beaucoup de résidents souffraient d'inactivité. Pour elle, Montessori est une chance de fidéliser les salariés, de se démarquer et de permettre aux résidents de réacquérir des compétences.

« La méthode fait du bien aux bénéficiaires, valorise le métier, le rôle de l'accompagnant et redonne

du sens », pense Élodie Falco. La responsable territoriale dans le Bugey-sud est convaincue que Montessori aura un impact positif sur le recrutement. « C'est un projet commun qui fédère l'équipe. Tout le monde va s'y retrouver, le travail sera plus satisfaisant », ajoute Sylvaine Malatray. Les formations, menées côté aide à domicile et soin, seront une chance de bâtir une culture commune à l'heure des SAD. « C'est aller dans le même sens, parler la même langue. »

UNE NÉCESSAIRE PÉDAGOGIE

Pourtant, l'adoption ne semble pas évidente pour tous. Catherine Robin rappelle que Montessori bouscule la formation et la pratique de certains professionnels. « Les équipes ont besoin d'être rassurées. Elles veulent savoir à quoi elles serviront. » Des intervenants apaisent cette crainte. « Les professionnels sont des repères permettant à la vie de continuer à se passer. Sans eux, la personne ne peut pas faire de choix. »

Élodie Falco revient sur l'importance de communiquer, d'accompagner, d'expliquer aux équipes et aux bénéficiaires les apports de cette approche. « Si une famille arrive au domicile et voit que sa mère a fait la vaisselle, ce qu'elle ne faisait plus depuis longtemps, quelle joie ! » « Est-ce qu'il vaut mieux que ce soit parfait ou fait par ? », semble être la question centrale. Catherine Robin poursuit. « Ma plus grande fierté est que les résidents réacquerraient des compétences et que les équipes soient fières de leur travail. » De son côté, Valérie Bouetard a hâte de démarrer les formations. « On a tout à gagner avec des petites choses efficaces et pas compliquées à mettre en place. Il faudra convaincre les bénéficiaires et les familles. C'est un défi motivant. » ■



Bien qu'elles en soient au début du déploiement de la méthode Montessori, toutes les participantes à la table ronde en attendent des progrès dans leur quotidien.

Une coopération prometteuse avec la Mutualité de l'Ain

Alors que le cap du rapprochement entre les SAAD et les SSIAD est fixé depuis 2023, une réunion a été organisée en avril entre ces acteurs, l'ARS (Agence régionale de santé) et le Département pour orienter les collaborations pour la mise en place des SAD. L'Adapa a choisi de coopérer avec la Mutualité de l'Ain qui compte 7 des 22 SSIAD du département. « Un accord a été signé et on va commencer à expérimenter cette manière de travailler sur Lagnieu, Belley et Saint-Rambert », explique Jean-Paul Peulet, président de l'Adapa. « Nous sommes convaincus de la nécessité de mettre en place les SAD qui fluidifieront le parcours des personnes », estime Martine Tabouret, 1^{re} vice-présidente du Conseil départemental.

SOUPLESSE ET FLUIDITÉ

Les deux associations ont choisi de fonder une structure faitière pour gérer les activités liées au SAD. « Il y aura une coordination de l'aide et de l'accompagnement à domicile », explique Stéphane Guiraudie, directeur de la Mutualité de l'Ain.

Plusieurs ateliers ont été organisés pendant l'été où les équipes ont réfléchi à un mode de fonctionnement répondant au cahier des charges des SAD : comment accueillir les publics, qui doit intervenir, comment se coordonner... L'objectif est de rassembler des cultures professionnelles différentes autour d'un projet commun au service des personnes accompagnées et des familles. Il regroupera le soin, l'aide, la prévention, ou encore l'accompagnement des aidants. Un projet finalisé sera présenté au Département en septembre.

Jean-Paul Peulet



Stéphane Guiraudie



GOVERNANCE

Pour simplifier vos démarches et recevoir des informations, téléchargez :



ma
MSA
& moi

MSA Ain-Rhône

35 - 37 rue du Plat - BP 2612
69232 Lyon cedex 02

Tél : 04 74 45 99 00
www.ain-rhone.msa.fr



Agir sur les territoires

CONSEIL D'ADMINISTRATION



Le conseil d'administration de la caisse MSA Ain - Rhône est composé de 13 administrateurs pour l'Ain et de 14 administrateurs pour le Rhône.

Une nouvelle équipe pour la caisse Ain-Rhône

Du 5 au 16 mai derniers, tous les ressortissants de la Mutualité sociale agricole (MSA) étaient invités à élire leurs 300 délégués cantonaux. Un temps démocratique fort pour le deuxième régime de protection sociale en France.

PAR **PASCALINE TERELLI**

Tous les ressortissants étaient concernés par cette élection, la MSA étant un guichet unique regroupant la collecte des cotisations sociales salariales et patronales, les allocations familiales, l'assurance maladie et le versement des pensions aux retraités. En France, la MSA compte 5,2 millions d'adhérents et l'institution a versé en 2024 28 milliards de prestations sociales. Le 16 mai, les 300 délégués présentés par les organisations syndicales ont donc été confirmés sur leurs territoires pour les cinq années à venir. Les chefs d'exploitation, les salariés des entreprises agricoles et assimilées, les employeurs de main-d'œuvre sont répartis au sein de trois collèges. Tous se sont retrouvés le 19 juin à Saint-Vulbas pour une assemblée générale électorale, au cours de laquelle étaient élus les 27 membres composant le conseil d'administration.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION, UNE ASSEMBLÉE ESSENTIELLE

Dans les caisses MSA, le rôle du conseil d'administration est considérable. S'il ne peut pas influencer sur les montants des prélèvements sociaux, les remboursements maladies, les montants des allocations familiales et des retraites, cette mission relevant d'une loi nationale, il lui reste une large part du budget pour élaborer des politiques

d'aide sociale, de santé et sécurité au travail, d'aides aux familles... Sans oublier la validation des comptes de la caisse !

Les administrateurs ont totalement la main pour agir sur leurs territoires en fonction des besoins et des attentes des ressortissants. De grands programmes sont ainsi proposés chaque année au service des populations et des élus notamment dans le milieu rural dont la MSA est un pilier majeur.

Enfin, le conseil d'administration valide les décisions présentées par le comité d'action sanitaire et sociale, le comité de protection de santé et sécurité au travail et des deux comités départementaux chargés de l'animation des territoires. ■

Les administrateurs MSA dans l'Ain

- Michel Berthet et Stéphanie Chaverot (Saint-Étienne-du-Bois)
- Bernard Bouilloux (Attignat)
- Jean-Louis Desplanches et Fabrice Delorme (Vonnas)
- Alexandre Faes et Dominique Manissier (Ceyzériat)
- Anne-Marie Schwaller (Châtillon-sur-Chalaronne)
- David Laffont et Daniel Gay (Bourg-en-Bresse)
- Dominique Turc (Nantua)
- Marie-Pierre Richard (Trévoux)
- Olivier de Seyssel (Belley)

SUR LE TERRAIN

Un tandem à la présidence

Dominique Despras est élu à la présidence et Laurence Bossy-Campels à la vice-présidence.

Producteur laitier à Claveisolles sur les hauteurs du Beaujolais, Dominique Despras prône l'agriculture biologique tout en affichant la volonté de rassembler les différents modes de production et de rapprocher ruraux et urbains. Le nouvel élu n'en est pas à son premier mandat. Maire de son village, il a eu divers engagements au sein des instances syndicales agricoles et de la Région. À 49 ans, toujours membre du bureau FDSEA, il est aussi vice-président de l'Agglomération Ouest rhôdaniennaise et actif au comité technique de la Safer Rhône. Passionné de politique (il a fait un détour en tant que conseiller régional), il se dit humaniste, « *j'aime les gens* », et souhaite mettre l'accent sur le rôle social de la MSA, « *pas seulement par le prisme des cotisations* ». Selon lui, l'enjeu est de « *conjuguer*

l'humain et l'innovation sans nier l'incidence de l'IA » et de privilégier l'accompagnement social des personnes en alliant réactivité et proximité dans le traitement des difficultés.

À 67 ans et une longue carrière menée au sein du groupe Crédit Agricole, Laurence Bossy-Campels, jeune retraitée, entend employer son énergie pour développer l'action terrain. Issue du collège des salariés, elle mettra son sens de l'écoute, sa curiosité et son esprit de partenariat au service des adhérents. Très engagée sur son territoire (ex-députée cantonale MSA à l'Arbresle et longtemps élue municipale), la vice-présidente est très portée sur la prévention-santé. Elle défendra le guichet unique et se montrera sensible à la question des femmes et des jeunes en milieu agricole. ■



3 QUESTIONS À

Alexandre Lafon

DIRECTEUR GÉNÉRAL DEPUIS LE 1^{ER} JUIN 2025

Quel a été votre parcours ?

Biostatisticien de formation, j'ai forgé ma connaissance de la sécurité sociale dans plusieurs caisses du régime général et du régime agricole depuis presque 25 ans. Je connais ainsi la MSA de l'intérieur grâce aux missions menées en Tarn Aveyron, Alpes du Nord et Ain-Rhône. En effet, avant de revenir comme DG, j'ai exercé pendant sept ans les fonctions de directeur financier de cette caisse.

Le comité de direction sera sans doute un appui de qualité pour vos futures actions ?

Oui, et avec lui, les près de 300 personnes qui œuvrent au quotidien pour le monde agricole. Leurs expertises en matière de protection sociale et la connaissance qu'ils ont du territoire viendront en appui de la stratégie définie par le nouveau CA. En guichet unique, je souhaite amplifier l'accompagnement de nos adhérents par exemple en matière de risques d'accident, de santé au travail, d'accès aux soins et sur le plan social et administratif.

Le président Despras évoque sa volonté de développer l'action des délégués et des comités départementaux. Quels moyens seront alloués à cette ambition ?

Les 282 délégués sont nos thermomètres sur le terrain, à même de voir et d'entendre la situation des agriculteurs qui leur parlent en pairs. Leurs formations au réseau Sentinelle se poursuivront. Depuis juin, ils sont dotés d'une carte avec QR code qui leur permet de signaler en temps réel toute situation qu'ils jugent utiles, afin qu'elle soit traitée le plus en amont possible. Les moyens financiers et humains seront alloués au regard de nos capacités, la renégociation du budget MSA pour la période 2026-2030 étant en cours avec nos trois tutelles ministérielles (Agriculture, Finances, Santé).

Le président Dominique Despras et sa 1^{ère} vice-présidente, Laurence Bossy-Campels.



En pratique

L'association Forts pour demain (FPD) a été créée à Neyron en 2020 pour construire la plus grande forêt-jardin plantée par des enfants de la région Auvergne-Rhône-Alpes. Une forêt comestible durable avec une vocation intergénérationnelle, écocitoyenne et pédagogique. La signature de cet agro-système résilient : prendre soin de la terre et du vivant, créer l'abondance et partager. En 4 ans, 1 000 arbres fruitiers ont été plantés. La forêt-jardin se distribue en plusieurs espaces : forêt d'accueil, forêt du monde, forêt naturelle, forêt de maraude. Elle comprend aussi un potager, un jardin des simples, une grande mare, une serre et des ruchers. Une aire ombragée est dédiée à la convivialité, aux événements et aux repas partagés. FPD rassemble aujourd'hui 140 adhérents et bénéficie d'une vingtaine de partenaires publics ou privés qui soutiennent son activité.

Contact

Route du Fort 01700 Neyron

Tél. 06 71 77 50 10

fortspourdemain@gmail.com

www.fortspourdemain.fr

Facebook (@ Forts pour demain)

LinkedIn (@ forts-pour-demain)



Atelier confitures.

Forts pour demain Faire de la terre

Quoi de plus probant que de mettre la main à la terre pour prendre conscience de la richesse de ce qui peut y pousser ? À Forts pour Demain, on s'est mis en tête de créer une forêt-jardin comestible avec, bien enracinée, l'idée de transmettre aux plus jeunes le goût des bonnes choses. Au fil des journées plantation et des ateliers, chacun touche du doigt – et de la bêche – la réalité d'un projet qui, tourné vers les arbres, a aussi les pieds sur terre. En piste autour du jardin.

PAR **PASCALINE TERELLI**

Parler de portes ouvertes à Forts pour demain, c'est un peu enfoncer une porte... ouverte en permanence. Celle qui donne accès libre aux quelque 6 000 m² de la forêt-jardin. Située aux portes de la Dombes, à côté de la batterie (ou fort) de Sermenaz, elle invite à la visite. Sous la houlette de Daniel Cintas, alias Loup-Gris, on découvre les mille et une richesses et bonnes idées de l'association que le botaniste convaincu anime avec des bénévoles tout aussi passionnés.

Amandiers, noisetiers, cerisiers, pommiers, poiriers, cognassiers, groseilliers et autres framboisiers de multiples variétés s'épanouissent dans l'ancienne friche. Chaque arbre ou arbuste a été planté par une classe d'écoliers ou par des particuliers. Il y en a aujourd'hui mille ! Chacun s'est engagé à prendre soin de son plant, le « chéris » comme aime à dire Loup-Gris, en venant régulièrement l'arroser. L'objectif à terme ? Tout partager. Et c'est déjà le cas quand les écoliers repartent avec les salades qu'ils ont semées ou lors de ventes à prix libres de pots de confitures et d'excellents sirops de sureau. L'association repose sur le dynamisme de ses bénévoles et bénéficie du soutien de la commune ainsi que des enseignants,

particulièrement enclins à voir leurs élèves s'investir dans ce projet d'avenir. Un exemple pour prendre conscience des bienfaits de la terre nourricière.

ENTRETIEN EN TROIS DIMENSIONS

De la plantation à la récolte en passant par le désherbage, les semis, la transformation des fruits et légumes, les missions ne manquent pas dans la forêt-jardin. Pour Laurence et France ce matin-là, c'était compostage, activité



Vente des produits de la récolte.

re un lien

déterminante « à la fois préalable et débouché pour nos cultures », explique celle qui, dûment formée au sujet, est devenue maître-composteuse.

L'action pédagogique menée avec les enfants est au cœur du projet. Ce sont eux, écoliers et collégiens des environs, qui ont planté une bonne partie des arbres et arbustes. « Avec les 9 classes de Neyron, les collégiens de Montluel et d'autres classes de la communauté de communes (CCMP), les scolaires nous visitent une trentaine de fois chaque année », récapitule Loup-Gris. Chacun des 400 arbres qu'ils ont plantés comporte le nom de son parrain. Certains enfants, revenus avec leurs familles, ont même pu baptiser l'un des 35 jardinets nominatifs. « La personnalisation permet une meilleure implication dans l'entretien en trois dimensions des espaces », précise un jardinier, occupé à désherber non loin de la mare.

Si les enfants apprennent en faisant, les adultes ne mollissent pas pour autant ! Il a fallu aménager les lieux, installer un appentis, des toilettes sèches, créer une

Visites guidées avec le botaniste en chef.



haie sèche pour protéger des sangliers, creuser une mare... Des bénévoles imaginent et animent périodiquement des ateliers pour fabriquer des nichoirs, des sièges en palettes, faire des bouteures ou des confitures. Quand d'autres assurent la communication, jouent les guides de visite et partent en chasse de mécènes. ■

Plantations d'écoliers.



Moments conviviaux, en fanfare.





Dynacité
LOGEMENT



LOGEMENT

- 29 000 logements sur 5 départements.
- 11 agences et antennes de proximité.
- 60 000 personnes logées.
- 13 conseillères sociales.

Dynacité

390 bd du 8 Mai 1945
01000 Bourg-en-Bresse

Tél. 04 74 45 89 89
www.dynacite.fr

L'équipe des conseillères sociales.

POLITIQUES SOCIALES



Intégrer et accompagner les plus fragiles

Faire plus que loger ! La dimension sociale intrinsèque de Dynacité projette une politique ambitieuse, centrée sur l'inclusion et l'accompagnement des locataires vulnérables.

PAR PASCALINE TERELLI

Dans le cadre de ses compétences légales prévues à l'article L411-2 du Code de la construction et de l'habitation, « le bailleur social a pour mission principale de gérer un parc de logements destinés aux personnes à revenus modestes. Cette mission inclut un rôle social, notamment en matière d'accompagnement des locataires pour prévenir les difficultés ». De fait, Dynacité déploie des politiques sociales fortes pour soutenir l'accès et le maintien dans le logement des personnes en situation fragile tout en contribuant à l'inclusion sociale. Face aux constats de précarisation des ménages, le bailleur a engagé une démarche collaborative qui se traduit depuis 2024 par un projet de service des politiques sociales.

ACCOMPAGNER LES PUBLICS VULNÉRABLES

Chez Dynacité, l'accompagnement social s'articule autour de trois axes : l'accès aux droits, le bien vieillir et la santé mentale. En 2021, Dynacité crée, avec l'association Alfa3a, le dispositif ALECSI*, permettant l'intervention d'une infirmière spécialisée au domicile des locataires confrontés à des troubles psychiques. En 2025, année déclarée grande cause nationale pour la santé mentale, ce dispositif est déployé à l'échelle départementale et mobilisable par l'ensemble des bail-

leurs sociaux du territoire. « Nous sommes fiers d'avoir initié cette démarche innovante et restons pleinement engagés, aux côtés de nos partenaires, pour développer des projets qui répondent concrètement aux besoins de nos locataires », explique Amandine Moreira, responsable des politiques sociales.

Par ailleurs, une attention particulière est portée aux publics les plus fragiles. À l'égard des femmes victimes de violences conjugales, un partenariat a été conclu avec l'État, le SIAO 01, l'Accueil Gessien, Tremplin et la Sauvegarde avec la convention SILVIA**. Dynacité met à disposition douze logements sécurisés et anonymisés. « Ils sont dotés d'interphones, identifiés par la gendarmerie et ne sont jamais situés en rez-de-chaussée », précise Stéphane Alain, directeur du Pôle Logement chez Tremplin. Dans l'Ain, cela représente 42 places d'hébergement qui permettent à des femmes, seules ou avec enfants, de se reconstruire en toute sécurité.

PRÉVENIR PLUTÔT QUE GUÉRIR

Chez Dynacité, la prévention est au cœur de la politique d'attribution et de gestion locative. L'objectif est clair : agir pour garantir une insertion durable des ménages dans leur logement et prévenir les situations d'impayés dès l'entrée dans les lieux. Cela passe par une

“
Prévenir les difficultés

attribution réfléchi. « *Nous veillons à détecter les fragilités en amont même de l'attribution d'un logement et en déclenchant, si nécessaire, un accompagnement social dès l'entrée dans les lieux* » résume Amandine Moreira.

Pour un bailleur, prévenir les impayés est évidemment essentiel, à la fois pour protéger la stabilité résidentielle des locataires et pour garantir sa pérennité économique. Derrière chaque retard de paiement, il y a souvent un accident de la vie : perte d'emploi, séparation, problème de santé ou difficulté à gérer un budget. Chez Dynacité, les conseillères sociales en territoire sont mobilisées pour accompagner les locataires. Elles



Amandine Moreira
Responsable des politiques sociales

REPÈRE

Le projet de service des politiques sociales

Le projet de service a été élaboré avec tous les collaborateurs concernés par l'action sociale — et ils sont nombreux chez Dynacité — en concertation avec les partenaires extérieurs. Chaque jour, les équipes se mobilisent pour préserver la qualité de vie des locataires, encourager le bien-vivre ensemble et prévenir les situations de rupture.

« *Ce travail de terrain, explique Amandine Moreira, répond à un double enjeu : humain et stratégique. Humain, parce qu'il s'agit d'apporter des réponses concrètes à des personnes souvent fragilisées. Stratégique, car en agissant en amont, nous limitons les risques d'impayés et de rotations locatives. Concrètement, nous avons élargi le champ d'action de nos conseillères sociales, pour mieux couvrir les besoins peu ou mal pris en charge. Pour cela, nous nous appuyons*

s'appuient sur un réseau partenarial fort, les aides de droit commun mobilisables mais aussi sur le fond Soli'AL. En effet, conscient des difficultés économiques que peuvent rencontrer certains de ses locataires, Dynacité s'est engagé à leurs côtés en adhérant à l'association Soli'AL qui propose la mise en place d'un dispositif de prévention des impayés locatifs : l'aide sur quittance. Cette stratégie repose sur une conviction forte : la prévention est la clé d'un accompagnement efficace, durable et humainement responsable. ■

* Action de lutte contre les excès comportementaux liés à une situation d'instabilité

** Soutien et insertion par le logement des victimes de violence dans l'Ain

sur un solide réseau de partenaires locaux. Qu'il s'agisse de prévenir les impayés, de sécuriser les attributions ou de favoriser un parcours résidentiel positif, chaque action vise à garantir un logement durable, adapté à chacun et à permettre à nos locataires de bien vivre dans leur logement. » ■



**Stéphanie
Pey-Ravier**

3 QUESTIONS À

INFIRMIÈRE MÉDIATRICE SANTÉ CHEZ ALFA3A,
INTERVENANTE DANS LE CADRE DU DISPOSITIF ALECSI

À quoi correspond le dispositif ALECSI ?

Le programme d'accompagnement médico-social ALECSI est mené avec les bailleurs sociaux et financé par la DDETS* de l'Ain via le FNAVDL**. Il vise à stabiliser la situation résidentielle des locataires en souffrance psychique.

Quel est votre rôle précisément ?

En tant qu'infirmière spécialisée, j'interviens au sein du service d'accompagnement vers et dans le logement, piloté par le département Inclusion sociale d'Alfa3a.

Je rencontre les locataires identifiés par les bailleurs comme étant vulnérables et présentant des troubles psychiques, pour évaluer leur situation lors de visites à domicile. Cela permet de les orienter vers les organismes les plus adaptés, les dispositifs utiles à la stabilisation de leur situation ou les dispositifs de droit commun.

Quelques chiffres depuis 2021 ?

Entre 2021 et 2024, 93 ménages ont été accompagnés avec 271 interventions pour 9 mois de soutien en moyenne. Depuis début 2025, le dispositif est étendu à l'ensemble du département de l'Ain et mobilisable par tous les bailleurs sociaux.

* Direction départementale de l'emploi, du travail et des solidarités

** Fonds national d'accompagnement vers et dans le logement



MIXITÉ

La présence d'hommes dans l'équipe en intervention au domicile :

- En 2017 : 1 homme.
- À la fin août 2025 : 16 hommes.

Les besoins d'aide couverts par les hommes de l'équipe, c'est :

- 22 000 heures à domicile par an.

Aujourd'hui, Ain Domicile Services, c'est :

- 295 salariés en tout.
- Dont 18 hommes.
- Soit 6,1 %.

Ain Domicile Services, une association avec :

- 1 service d'aide dans l'Ain.
- 1 service d'aide sur la Métropole.
- 1 service de soins à domicile personnes âgées.
- 1 service de soins à domicile personnes en situation de handicap.
- 2 équipes spécialisées Alzheimer.
- 1 secteur prévention.

Ain Domicile Services

Tél. 04 74 21 42 52
contact@ain-domicileservices.fr
www.ain-domicileservices.fr

DES MÉTIERS OUVERTS À TOUS

En 2017, l'association comptait, en intervention au domicile, un homme sur les huit secteurs. Aujourd'hui, ils sont au nombre de seize pour douze secteurs.



Métiers du domicile : une histoire de femmes... et d'hommes

On parle beaucoup de la féminisation de certains métiers. Mais, à l'inverse, l'aide à la personne accueille de plus en plus d'hommes. Ain Domicile Services le constate dans ses effectifs. Cette mixité, bénéfique pour les équipes, fait aussi son chemin chez les bénéficiaires.

PAR GAËLLE LANIER

Les métiers du domicile sont majoritairement tenus par des femmes. Poids de l'histoire, héritage culturel dont notre société a du mal à se défaire. Dans les écoles, les promotions restent encore toutes féminines. Pourtant, comme dans d'autres secteurs professionnels, les lignes bougent et Ain Domicile Services en fait le constat.

Les chiffres d'abord. En 2017, l'association comptait, en intervention au domicile, un homme sur les huit secteurs. Aujourd'hui, ils sont au nombre de 16 pour douze secteurs. « La profession est encore marquée par les stéréotypes de genre comme un métier de femmes, une extension des tâches ménagères, mais cela vient à se démocratiser, confirme Marianne Norguet, assistante RH. Je ne fais pas de différences entre les candidats hommes et femmes. À partir du moment où la personne met du sens derrière ce métier, c'est ok. »

Même tonalité pour le directeur d'Ain Domicile Services, Grégory Bornaat. « La mixité apporte aussi de la clarté dans les relations professionnelles, voire une certaine sérénité, comme dans toute organisation de travail », précise-t-il. Selon lui, la bascule est intervenue depuis la mise en avant de la notion d'accompagnement dans les métiers du domicile. « On accompagne les personnes. Que ce soit l'entretien du logement, l'aide aux courses, les sorties... Depuis que l'on parle d'accompagnement, ça a laissé plus de place aux hommes. »

BEAUCOUP DE RECONVERSIONS

La grande majorité de ceux qui postulent ont eu une première partie de carrière et entament une reconversion. Comme pour les femmes, le Covid a aussi joué un rôle déclencheur. « Je l'entends dans les recrutements, confirme Marianne Norguet. Il y a eu une prise de conscience à ce moment-là. Les personnes ont été amenées à s'occuper d'autres personnes, à prendre soin d'eux. Cela a apporté du sens. »

Comment cette mixité est-elle reçue par les bénéficiaires ? Au début, certains salariés se sont vus refuser l'entrée. Mais avec le temps et la confiance, ils ont été acceptés dans les foyers. « On comprend que les bénéficiaires doivent être rassurés. Mais nous sommes clairs dans notre posture d'employeur : on recrute tout public. Si les personnes ont besoin d'aide au domicile, que ce soit un homme ou une femme, nous leur trouvons quelqu'un. »

Même si le pourcentage d'hommes est encore faible dans les effectifs, la tendance est en tout cas une bonne nouvelle pour un secteur toujours en tension mais qui offre pourtant de vraies opportunités. « On peut faire une carrière en domicile », rappelle Marianne Norguet. Et cela est valable pour les hommes comme pour les femmes. ■

Claude et Georges : entre ménage et papotage

Deux fois par semaine, Georges Viollet accueille chez lui à Sainte-Julie des intervenants de l'équipe d'Ain Domicile Services. Parmi eux, Claude, ancien routier, qui aime ce travail en autonomie et où il se sent utile.

A peine entre-t-on dans la cuisine que la question résonne comme une invitation : « *Je vous sers un petit café ?* » Georges Viollet s'empare d'une tasse déjà prête, file vers la cafetière et revient avec un grand sourire. Voilà plusieurs années que le retraité accueille chez lui des intervenants d'Ain Domicile Services pour l'accompagner dans ses tâches ménagères et quotidiennes. Comme il le fait pour tout visiteur entrant chez lui, cela commence par un café. « *Ah oui, j'arrive et je suis servi*, confirme en plaisantant Claude Porco. *On discute un peu, je fais la vaisselle et puis je m'occupe des toilettes, de la salle de bains. Après, je fais un peu de poussière, je passe l'aspirateur et la serpillière partout.* » Claude a choisi ce chemin du domicile en janvier 2023. Il est à la retraite, mais il a besoin de travailler. Il a poussé la porte de l'agence d'Ain Domicile Services de Meximieux « *par hasard* » et depuis, il se réjouit de ce travail auprès des personnes âgées. « *C'est un boulot que j'aime bien. J'avais besoin d'aider. J'ai un grand cœur et si les personnes sont contentes, moi je suis heureux.* »

« IL VA PLUS VITE QUE MOI ! »

Ancien chauffeur routier, la partie ménage ne lui a pas fait peur. Il a toujours été habitué à entretenir sa maison sur roues. « *Il fallait que le camion et la couchette soient propres. Parfois, je parlais douze*

jours d'affilée. » Claude est aussi à l'aise avec les aides à la toilette qu'il prodigue parfois chez certaines clientes. « *Bien sûr, il y a eu des refus, c'est arrivé. Mais je fais les choses tranquillement et ça se passe bien. J'ai eu une formation pour les douches, c'est important de savoir les faire.* »

Claude s'empare du manche de la serpillière et s'active dans le couloir. Tout ce papotage va le mettre en retard. D'autres bénéficiaires l'attendent aujourd'hui. Georges rigole en voyant Claude s'activer. « *Il va vite ! Plus vite que moi en tout cas !* » Un homme qui fait le ménage, cela ne change rien pour Georges qui accueille une équipe mixte chez lui chaque semaine. Il voit surtout le bien que toutes ces présences lui font au moral. Rester seul, non merci. Il se rend d'ailleurs presque chaque après-midi au groupement d'entraide mutuelle (GEM) à Montluel pour rencontrer les copains. En attendant, le matin, profitant de la présence de Claude ou de ses collègues, Georges « *parle du présent, du passé.* » « *On échange des nouvelles. Cela me permet de garder le contact et ça se passe bien avec tout le monde.* » ■



Claude Porco

Intervenant à domicile : « *Je fais pas mal de kilomètres, mais cela ne me gêne pas, au contraire.* »



Entre le passage de l'aspirateur, du chiffon et de la serpillière, Claude prend le temps de discuter avec Georges qui l'accueille toujours avec un café.



3 QUESTIONS À

Dimitry Cuvigny

ASSISTANT DE SECTEUR ET AUXILIAIRE DE VIE

Quel est votre parcours professionnel ?

Il y a quelques années, j'ai fait un BEPA services aux personnes, mais quand je l'ai terminé, je suis parti travailler en grande distribution pendant sept ans. Et puis j'ai eu envie d'aider, d'apporter autre chose. J'ai repris un diplôme d'accompagnant éducatif et social (AES) que j'ai eu en 2019. J'ai travaillé dans une MECS (Maison d'enfants à caractère social) dans la protection de l'enfance et à l'Adapei avant d'entrer à Ain Domicile Services.

Qu'est-ce qui vous a donné envie de vous orienter vers le domicile ?

J'avais envie d'être seul, d'aller à la découverte des bénéficiaires, de leur domicile et de pouvoir travailler en autonomie. Je fais de l'entretien du logement, mais il peut être différent en fonction des bénéficiaires, de leurs envies. Au domicile, on s'adapte aux besoins et je trouve cela plus intéressant que d'intervenir en institutions.

Le fait d'être un homme vous a-t-il amené à être confronté à des situations compliquées ?

J'ai eu des refus sur de l'aide à la toilette et ce n'est pas grave. C'est le choix des bénéficiaires. Mais je n'ai jamais eu de difficultés à rentrer en lien avec les personnes au domicile. Cela se fait naturellement. Parfois, il y a la réflexion : « *Mais vous n'allez pas réussir à faire comme votre collègue ? Mais si, je vais faire pareil.* » L'important, c'est de les rassurer. On est encore parfois en contact avec une génération où l'homme travaillait à l'extérieur et la femme gérait la maison. Oui, voir un homme arriver, ça peut parfois déranger, mais finalement, ça fonctionne. Je pense à une bénéficiaire qui, pour rien au monde, ne changerait d'auxiliaire de vie !



LOGEMENT

À Belley, l'ESAT La Léchère regroupe plusieurs activités :

- la sous-traitance industrielle
- la métallerie
- les espaces verts
- la restauration collective au Croq'Ain
- la blanchisserie aux Biolattes

Ouvert en 1981, le foyer de Lassignieu accueille 60 résidents. Le site, situé à 5 km du centre de Belley, regroupe aussi un Service d'accueil de jour.

Le nouveau foyer d'hébergement diffus concernera, à terme, 14 résidents.

Adapei de l'Ain

20 avenue des Granges Bardes
Bourg-en-Bresse

04 74 23 47 11
siegesocial@adapei01.fr

FOYER D'HÉBERGEMENT DIFFUS DE BELLEY

L'équipe du FHD regroupe (de gauche à droite) Cécile, Julie, Natacha et Elodie.



Une formule innovante pour gagner en autonomie

Pour s'adapter aux besoins en pleine évolution des personnes qu'elle accompagne, l'Adapei a développé un foyer d'hébergement diffus (FHD) de 14 places à Belley. Une solution nouvelle dans laquelle les résidents sont accompagnés vers l'autonomie dans un cadre correspondant à leurs envies, loin du collectif.

PAR CHRISTOPHE MILAZZO

Les temps changent. Beaucoup de jeunes arrivant à l'ESAT de Belley et en recherche d'une place d'hébergement n'envisagent plus d'intégrer un foyer d'hébergement traditionnel. Les enjeux sont similaires dans le Haut-Bugey où le foyer Sous-bois d'Oyonnax peine à recruter des résidents. Face à ce constat, l'Adapei a adapté son offre de service, transformant 24 places de ce dernier en hébergements diffus dont 10 à Bourg-en-Bresse et 14 à Belley.

UN JUSTE MILIEU

Le projet belleyan, dans les esprits depuis quelques années, s'est concrétisé en 2024 avec l'idée de trouver des appartements répartis dans le centre-ville pour faciliter la mobilité et la vie sociale des résidents. Au départ, l'ambition était de proposer des appartements pour 3 ou 4 résidents afin de favoriser l'entraide et de limiter les déplacements des éducateurs. Face au refus des bailleurs de louer ce type d'appartements à des personnes en situation de handicap, le projet est réorienté vers des T3 accueillant deux résidents chacun. Les binômes sont pensés avec minutie par les professionnels, en lien avec les résidents. « Nous avons 5 appartements, dont 4 sont occupés à partir de la rentrée », décrit Muriel Girodet, directrice du foyer de Lassignieu. « Être deux, c'est bien pour l'accompagnement, mais ça risque d'être plus compliqué pour la gestion des tempéraments

et c'est plus cher. Nous continuons à chercher des appartements pour 3, 4 résidents. »

AU CAS PAR CAS

Un important travail est mené en amont de l'arrivée au foyer diffus. « Hormis les personnes qui viennent du foyer, les candidatures arrivent à l'ESAT. Nous travaillons ensemble pour cibler les bons profils. » Des stages sont organisés, a fortiori pour les personnes extérieures au foyer de Lassignieu, pour savoir si la formule des appartements diffus correspond aux attentes et besoins de chacun. Pour continuer à accueillir de nouveaux résidents, le FHD est régulièrement en lien avec les établissements voisins (ESAT Odyneó de Belley, IME Dinamo Pro d'Hauteville...) ainsi qu'avec les MDPH (Maison départementale des personnes handicapées) de l'Ain et des départements limitrophes.

Si les premiers résidents avaient moins de 25 ans, les profils vont se diversifier. Un stagiaire plus âgé s'apprête à arriver d'un ESAT burgien et une potentielle future résidente vit actuellement en milieu ordinaire. « Il n'y a pas d'objectif de temps pour la sortie. Certains atteindront leurs limites et resteront dans les appartements jusqu'à la retraite. Pour d'autres, ce sera un tremplin vers le SAVS (service d'accompagnement à la vie sociale) ou le milieu ordinaire », conclut Muriel Girodet. ■



S'adapter aux besoins de chacun

ACCOMPAGNEMENT

Une étape dans le parcours résidentiel

Afin que le FHD soit un tremplin vers l'autonomie, son équipe de quatre professionnelles se mobilise pour donner les bons outils aux résidents.

L'accompagnement au FHD est une question de dosage. Il convient d'être présent, de proposer un cadre aux résidents tout en leur permettant de progresser et de s'épanouir dans un environnement avec plus de libertés. Il offre la chance d'expérimenter une forme d'autonomie, de mesurer ses capacités avant un éventuel départ vers le SAVS. La principale différence avec ce dernier concerne ce lien permanent. Les sorties, par exemple, sont facilitées par rapport au foyer même s'il est toujours nécessaire d'informer les professionnels de ses projets en amont.

UNE APPROCHE INDIVIDUALISÉE

Pour réussir sa mission, l'équipe s'adapte aux capacités et besoins de chacun. « On les accompagne sur tous les aspects de la vie quotidienne. Au fil du temps, on repère leurs capacités et s'il y a une faiblesse, on travaille dessus, on met des outils en place », explique Natacha Pailié, AES. Ces supports prennent notamment la forme de plannings de ménage, de fiches pour l'entretien...

Les professionnelles se rendent dans les appartements pour aider les résidents à préparer les menus, les repas, faire les courses, le ménage, mais aussi pour partager des repas. Ce sont autant d'occasions d'échanger et d'identifier d'éventuels

soucis. Des sorties sont aussi proposées le soir ou le week-end aux résidents qui le souhaitent. En dehors de ces moments planifiés, l'équipe est joignable au téléphone pendant la journée et les veilleurs de Lassignieu sont là en cas de besoin pour les résidents pendant la nuit. « Chaque résident a un référent, mais on s'occupe de tout le monde. Nous avons quatre regards différents sur la personne pour voir s'il y a une faiblesse, une évolution », explique Julie Jeandet, apprentie CESF (conseillère en économie sociale et familiale).

Dix mois après les premières entrées, le bilan est positif. Les résidents se sentent bien au foyer diffus. « Avec les filles arrivées en novembre, on passait beaucoup dans les premiers temps. Maintenant, les accompagnements sont plus ponctuels. On les laisse faire et on vérifie. Elles nous disent qu'elles n'ont pas besoin de nous », témoigne Élodie Jeannot, AES (accompagnant éducatif et social). À Lassignieu, certains résidents commencent même à se préparer à l'entrée en appartement, encouragés par ces premières expériences positives. « Avant, ils ne se projetaient pas forcément sur le SAVS, mais ils ont été sensibilisés. Ils veulent prendre le temps. On peut démarrer un travail pour aller vers les appartements », explique Muriel Girodet. ■

Chaque appartement répond à un cahier des charges similaire : être central, facile à vivre, en bon état et, si possible, sans gaz pour des raisons de sécurité. Tous sont meublés par l'Adapei puis décorés par les résidents.



PARCOURS

Romane Renaud

Avec sa coloc' Maëva, Romane forme un binôme solide. « Elles se connaissent et s'entendent très bien. Elles ont les mêmes potentialités », confirment les professionnels du FHD. Les deux jeunes femmes ont toutes les deux connu l'IME Dinamo Pro d'Hauteville, où Romane a passé du temps dans les appartements autonomes, puis le foyer de Lassignieu. Romane l'intègre en septembre 2023 avec, déjà, l'idée d'un parcours qui la mènera vers un appartement. Pendant un an, elle est accompagnée par les équipes pour gagner progressivement en autonomie : apprendre à cuisiner, gérer le menu, l'argent...

Romane rejoint son appartement le 26 novembre, après une première visite. « Ça m'a fait plaisir. J'étais confiante, pas stressée. On a juste amené nos affaires personnelles. » Elle était rassurée de pouvoir s'appuyer sur Maëva et les professionnels du FHD pour l'aider à s'occuper des courses, des menus, du ménage, des lessives. « Ici, c'est plus calme. Il n'y a pas de bruit. Et on a plus de liberté », relève-t-elle. Ces derniers mois, les colocataires en ont profité pour sortir manger en ville, découvrir la fête de la musique, aller voir des amis, se rendre à pied aux courses ou au travail au Croq'Ain.

L'accompagnement plus intense des débuts s'est aussi réduit au fil des mois. « Le ménage, les courses, je gère ! Mais j'ai encore besoin de travailler sur l'argent. » Romane sait toutefois que les équipes sont toujours disponibles en cas de besoin. Si elle envisage de rester un temps au FHD, Romane pense déjà à la suite : prendre un appartement à elle et rejoindre le SAVS.



AIN⁰¹
Le Département



EMPLOI

Les grandes lignes de la loi pour le plein emploi du 18 décembre 2023

- Une orientation partagée par tous les acteurs
- Un accompagnement individuel et intensif
- Une mobilisation coordonnée des entreprises
- Des outils numériques communs
- Une gouvernance partagée

Au 31 décembre 2024, le RSA concernait dans l'Ain

- 7 431 foyers pour 14 717 personnes couvertes
- 50,2 millions d'euros versés (en hausse de 8 % sur douze mois)

Département de l'Ain

Direction Générale Adjointe
Solidarité

13 avenue de la Victoire
BP 50415

01012 Bourg-en-Bresse Cedex

Tél. 3001

Du lundi au vendredi,
de 9 h à 12 h 30
et de 13 h 30 à 17 h

www.ain.fr

ACCOMPAGNEMENT DES BÉNÉFICIAIRES DU RSA

Les travailleurs sociaux du Département assurent l'accompagnement social des bénéficiaires du RSA.



© Département de l'Ain

Priorité à l'emploi !

« Nul n'est inemployable » : tel est le principe de la loi pour le plein emploi. Pour le Conseil départemental, cela s'est traduit par une refonte de l'accompagnement des bénéficiaires du RSA (Revenu de solidarité active), plus intensive et centrée sur l'accès à l'emploi.

PAR **CHRISTOPHE MILAZZO**

« **P**lus les personnes sont prises en charge rapidement, plus elles sont vues fréquemment, plus elles sortent rapidement du dispositif RSA », confie Cécile Jacob, responsable du service RSA, insertion vers l'emploi. Pour y parvenir, la loi a défini trois formes d'accompagnements pour les bénéficiaires du RSA, désormais tous inscrits à France Travail. L'orientation assurée par le Département (puis à terme par France Travail) se fait vers un accompagnement professionnel (par France Travail), social (par le Département) ou, entre les deux, vers une nouvelle offre socioprofessionnelle portée depuis le 1^{er} juillet par Alfa3a. En parallèle, BGE s'occupe du suivi des travailleurs indépendants, la MSA de celui des exploitants agricoles et les missions locales de celui des moins de 26 ans.

UNE APPROCHE REVUE

L'accompagnement est à la fois individuel et collectif. Chaque bénéficiaire doit participer à 15 heures d'activités hebdomadaires, adaptées à son profil. « C'est très large (recherche d'emploi, atelier, bénévolat...), mais toujours en lien avec l'insertion sociale ou professionnelle. Sur un parcours social, il peut s'agir d'aller dans

un centre social pour rompre l'isolement, s'occuper de sa santé, résoudre des problèmes d'endettement... La durée peut être adaptée en fonction de la situation de la personne. »

Pour fluidifier le parcours, la loi mise sur des outils informatiques nouveaux auxquels se connectent les interlocuteurs pour éviter les oublis ou erreurs selon le principe « dites-le nous une fois ». Elle a aussi impulsé de nouvelles règles de sanctions. En cas de suspension, si le bénéficiaire se manifeste dans les temps, le versement du RSA reprend afin de remobiliser plus rapidement.

De nouvelles structures de pilotage ont été créées dont la commission départementale pour l'emploi, présidée par la préfète et le président du Conseil départemental. Quatre commissions locales pour l'emploi agissent comme des déclinaisons territoriales. « Nous devons accompagner les équipes, travailler sur l'offre de service, en interne et avec les partenaires pour qu'elle corresponde aux besoins, ne fasse pas doublon et balaie les freins d'accès à l'emploi », insiste Nadège Pscheniska, directrice cohésion insertion logement au Département. ■



Une offre
complémentaire
et cadencée

Mission remobilisation

Six mois. C'est la durée de l'accompagnement socioprofessionnel intensif mené par les chargés d'insertion professionnelle (CIP) d'Alfa3a. Leur mission : ramener les bénéficiaires vers le monde de l'emploi en levant certains freins.

Porté par Alfa3a sur tout le département, cet accompagnement s'appuie sur un groupement avec l'Afpa, mobilisée sur la partie formation et les ateliers collectifs, le CIDFF qui en assure d'autres et Val Horizon qui intervient sur le secteur du Val de Saône. Les CIP reçoivent les bénéficiaires dans douze permanences réparties sur le territoire.

Au fil des deux entretiens mensuels (un individuel et un collectif), les professionnels devront trouver l'équilibre entre les souhaits des bénéficiaires, leurs capacités, leurs difficultés et les besoins des entreprises. « *L'équipe est pleine d'ambitions. Le défi est de ne pas être aspiré par les problématiques sociales. La plupart des bénéficiaires ont envie de retrouver du travail, mais n'ont pas trouvé la bonne personne qui a cru au bon moment dans leurs capacités à réussir* », résume Emmanuel Maquet, directeur du département inclusion par l'emploi.

Séverine Lebica perçoit bien la coloration « emploi » de l'accompagnement. Assistante sociale de formation, elle faisait partie de l'équipe d'Insertion+ qui assurait jusqu'en juillet l'accompagnement des bénéficiaires du RSA isolés. « *Les entretiens sont différents. Il faut arriver à recadrer, orienter vers des travailleurs sociaux extérieurs qui peuvent aider. C'est un défi intéressant et je me sens entendue, écoutée dans ce que je propose.* »

UN PARCOURS PROGRESSIF

« *Il n'y a pas forcément de mise à l'emploi tout de suite. Ça peut passer par des formations, des immersions, des stages...* » Pour elle, la dimension collective est un outil pour favoriser le lien social, briser l'isolement et redynamiser les bénéficiaires. « *Les liens sont fréquents entre CIP et avec le Département. On construit ensemble et on va réajuster au fur et à mesure.* » Sur les ateliers, par exemple, de nouveaux thèmes émergeront en fonction des besoins identifiés.

Un défi majeur pour l'équipe sera la relation avec les entreprises. « *L'idée est qu'en six mois, les bénéficiaires aient au moins une expérience d'immersion dans la réalité du travail, compte tenu de leurs capacités* », souligne Emmanuel Maquet. Les CIP consacreront un jour par semaine à prospecter, trouver des entreprises prêtes à accueillir ce public. « *Il faut arriver à tisser un lien de confiance avec les entreprises. Le défi est de présenter les bénéficiaires du RSA autrement, car il reste des a priori* », relève Séverine Lebica. L'atout de l'équipe est son approche pluridisciplinaire, regroupant des travailleurs sociaux, des anciens de France Travail ou du monde de l'entreprise. ■



Des journées d'intégration entre CIP ont eu lieu début juillet pour présenter les partenaires, les outils et répondre aux questions. « *L'équipe est dynamique et même si on est sur des secteurs différents, on est régulièrement en lien* », explique Séverine Lebica.

RÉACTIONS

Olivier Paternoster

DIRECTEUR DE LA DDETS DE L'AIN

La loi pour le plein emploi prévoit un parcours d'accompagnement le plus intensif possible pour lever les freins. Il a trois caractéristiques : un portefeuille d'accompagnement réduit par conseiller (de 50 à 70 bénéficiaires), des entretiens réguliers (2 par mois) et 15 h d'activités hebdomadaires répondant à des besoins. Pour renforcer l'accompagnement, une convention insertion emploi a été signée entre l'État et le Département. Elle prévoit notamment un parcours intensif pour les jeunes, conduit par les missions locales, une action pour les séniors...

Il est important d'outiller les professionnels de l'accompagnement, de leur donner la possibilité d'être facilement en lien avec les besoins des entreprises. Elles ont un rôle crucial dans l'accès à l'emploi de ces publics et peuvent être mobilisées pour des immersions professionnelles. Avec les partenaires du réseau pour l'emploi, nous travaillons à mieux identifier les besoins en compétences des entreprises, mieux recueillir les offres d'emploi et mettre en relation les publics avec ces offres dans des secteurs en tension.



Clotilde Fournier

VICE-PRÉSIDENTE DU DÉPARTEMENT DÉLÉGUÉE À L'INSERTION, L'EMPLOI, L'HABITAT ET LE LOGEMENT

En 2021, lors de notre réélection, l'un de nos chantiers prioritaires de cette mandature fut le « RSA/Bénévolat », un tremplin vers l'emploi. Nous avons alors confié à une association en lien avec nos Centres Départementaux de Solidarité notamment nos travailleurs sociaux d'accompagner les Bénéficiaires du RSA (BRSA), afin de leur proposer des missions bénévoles auprès de structures associatives.

En 2022, et toujours dans l'esprit du retour à l'emploi, le Département avait également répondu à un appel à projets de l'État sur le Service Public de l'Insertion et de l'Emploi. Il s'agissait alors de simplifier l'accompagnement des BRSA en lien avec ex Pôle Emploi. Grâce à ce dispositif, nous avons pu travailler étroitement avec les municipalités, les chambres consulaires, les entreprises, les associations d'insertion, afin de se coordonner.

En 2023, l'assemblée départementale a voté le Plan Insertion 01 qui déclinait des actions concrètes et ainsi levait les freins au retour à l'emploi (logement, santé, mobilité, gardes d'enfants...).

Puis, la réforme du Plein Emploi portée par le gouvernement a été adoptée en 2023 afin de favoriser l'insertion professionnelle.

Sur le fond, l'objectif de cette réforme est bien de renforcer les droits et devoirs et inciter les bénéficiaires du RSA et les demandeurs d'emplois à être actifs dans leur parcours.

Sans attendre la réforme, nous avons déjà pris cette initiative.



Chien d'assistance judiciaire

Précieuse présence

Le chien est le meilleur ami de l'homme et depuis juin 2024, Toundra est la meilleure amie des mineurs victimes de violences sexuelles et physiques dans l'Ain. Dans le cadre du projet monté par l'association Handi'Chiens en convention avec le ministère de la justice, elle est la seule chienne d'assistance judiciaire pour le département et intervient en auditions et comparutions.

« Handi'Chiens sélectionne, éduque et forme les chiens pour des besoins spécifiques (judiciaire, réussite scolaire, autisme, mobilité réduite). Leur présence aide à réduire l'anxiété des victimes, mais aussi à apaiser l'atmosphère d'un tribunal » explique Florian Auffret.

Dans l'Ain, Toundra a déjà accompagné 193 personnes avec l'AVEMA 01. Les bénéficiaires de sa présence se révèlent indéniables pour Sophie Dupuis-Fontaine, directrice générale adjointe : « J'ai vu des enfants dépasser leur peur grâce à elle,

pour faire confiance et oser parler de ce qu'ils avaient vécu. Une anecdote parmi d'autres : avec Toundra, une adolescente tétanisée a trouvé la force d'entrer dans la salle d'audience et d'entendre les excuses de son agresseur ». ■



Toundra et Sophie Dupuis-Fontaine, qui est l'une de ses référentes principales.

© Frédéric Cogniot pour Handi'Chiens

Habitat & Humanisme

« Bâtisseurs de liens »

Pour marquer les 40 ans d'Habitat & Humanisme, l'antenne des Pays de l'Ain accueillera le 17 octobre, en présence de sa présidente, Denise Bouvier, le vernissage de son exposition La ville à visage

humain, à la galerie Utrillo de Miribel. Cette œuvre retrace quatre décennies d'actions pour l'accès au logement solidaire. Puis, dans le cadre de la 8^e Heure Solidaire, la soirée se poursuivra avec un programme gourmand et artistique (banquet solidaire et local, spectacles et buvette).

Cette année anniversaire est également l'occasion pour l'association de dévoiler les résultats de sa nouvelle enquête sur l'accès à l'habitat en France, « 20 ans après » celle de 2005. L'étude observe que le coût des loyers et le manque de logements restent les principaux sujets d'inquiétude en France ; mais la combinaison des dispositifs et la mixité des publics, comme l'habitat intergénérationnel, peuvent résoudre des enjeux complexes. ■



En bref

Appel à projet : accueil de 421 MNA

Le Département de l'Ain a lancé un appel à projet ambitieux : la création de 421 places d'accueil et d'accompagnement destinées aux mineurs et jeunes majeurs non accompagnés, afin de répondre à la hausse des arrivées de jeunes isolés. Objectif : renforcer les capacités de prise en charge de ces jeunes en situation de vulnérabilité et garantir un accompagnement sécurisé, professionnel et humain. Les places d'hébergement et le suivi éducatif sont répartis en 3 lots spécifiques en fonction des profils des MNA à accueillir. Date limite de dépôt des candidatures : 24/10/25 à 12 h.

Plus d'infos : <https://www.ain.fr/appel-a-projet-accueil-mineurs-majeurs-non-accompagnes/>

Prix de la laïcité 2025

Lancé par le ministère de l'Intérieur, l'appel à projets pour le Prix de la laïcité de la République française 2025 est ouvert. Pour le 120^e anniversaire de la loi de 1905 sur la séparation des Églises et de l'État, une dotation exceptionnelle de 100 000 € récompensera les projets et actions valorisant la laïcité et les 120 ans de la loi.

Date limite de candidature : 20/10/2025.
Cérémonie de remise des prix : 9/12/2025 (journée nationale de la laïcité).

5 ans pour l'Escale Côtière

Pour fêter ses 5 ans, l'Escale Côtière d'Habitat & Humanisme inaugurera une fresque participative le 27 septembre, à 17 h, au 1253 Grande rue à Miribel. Le projet, initié et animé par l'artiste peintre Okitsumi et Elisabeth Serre (PrestaLink), a rassemblé enfants, adolescents et adultes du tiers-lieu, des locataires du 1253 Grande rue, ainsi que des participants du Cesam et du centre de demandeurs d'asile.





Parentalité : des dispositifs pour grandir ensemble

“

DOSSIER **PASCALINE TERELLI**
ANNICK JOASSON
GAËLLE LANIER
CHRISTOPHE MILAZZO

Souvent, être parent s'avère aussi enthousiasmant que complexe. Outre les aspects pratiques, les difficultés du quotidien pèsent sur l'ambiance de nombreuses familles. Les besoins en accompagnement, accentués par les effets de la crise sanitaire, ont explosé. Pour répondre aux défis de la parentalité, le territoire de l'Ain a de la ressource. Initiatives associatives, dispositifs d'écoute et de pratique éducative, lieux d'accueil dédiés : des solutions émergent pour répondre aux attentes des parents. Certaines leur donneront des clés pour appréhender les perspectives sur l'éducation et mieux gérer leur quotidien. Qu'ils soient déboussolés par leurs jeunes enfants ou par leurs adolescents, ils peuvent faire appel à des soutiens efficaces en poussant quelques portes bien utiles. Tour d'horizon des ressources de soutien à la parentalité.

LAEP, une bulle à partager

Un lieu pour des temps enfants-parents

Il existe une dizaine de LAEP* dans l'Ain. Selon les villes**, ils s'appellent Préambulle, Pirouette, Bulles de Soie, Badabulles, Libre Pas'sages ou la Chenaillette... Les lieux d'accueil enfants-parents reçoivent de manière libre et sans inscription les enfants de moins de six ans accompa-



gnés d'un parent ou d'un adulte référent, grand-parent ou autre membre de la famille. Les futurs parents sont également les bienvenus. C'est un lieu sans jugement, libre, anonyme, qui rassure les parents dans leur rôle et prépare en douceur un enfant à la vie collective. « Cela lui permet de développer sa créativité et son rapport au monde », résume Charlotte Bertrand, coordinatrice du LAEP de Montluel qui souligne l'effet « bulle » du lieu, espace-temps coupé de l'extérieur. Sur place, plusieurs espaces sont en libre-service. Il y a le coin des jeux pour « faire comme les grands », les jeux de construction, le coin calme pour la lecture, la salle motricité et le samedi la salle sensorielle pour l'apprentissage ludique des cinq sens. Tout est mis à disposition, on n'organise pas d'activité. Les professionnels accueillants, qui garantissent la confidentialité, sont là pour favoriser la rencontre entre adultes et les échanges libres entre enfant(s) et parent(s), jouant un rôle de prévention.

Charlotte Bertrand poursuit : « Nous sommes 9 à tourner en binômes pour 15 enfants en moyenne, avec des mamans en congé parental, des familles étrangères récemment arrivées en France, des femmes enceintes qui viennent en repérage, des papas solos, des couples le samedi. » Selon les cas, les motivations varient. « Ils viennent sensibiliser leur enfant, passer un temps de qualité avec lui en étant vraiment disponibles ou à l'inverse se ressourcer de la fatigue du quotidien en se reposant sur les autres adultes présents. Bref, ils viennent comme ils sont, on ne les juge pas et il n'y a aucun engagement de leur part. Quand ils partent, on ne leur dit pas "à la prochaine fois !", chacun avisera. » ■

* Lieu d'accueil enfants-parents
** Saint-Genis-Pouilly, Pont-d'Ain, Oyonnax, Belley, Ambérieu-en-Bugey, Crièges, Montluel

Charlotte Bertrand
Coordinatrice du LAEP de Montluel



Ressources

Un fonds parentalité en soutien éducatif

C'est souvent quand l'exercice de la parentalité est mis à rude épreuve — aux moments clés de la vie familiale ou du développement des enfants — que les parents ont le plus besoin de trouver du soutien dans leur rôle. Le Fonds national parentalité (ex-REAPP), géré par la CAF, vise à conforter les parents dans leurs compétences pour prévenir les risques lors de ruptures familiales, de relations conflictuelles parents/ados, etc. Il met en valeur leurs capacités grâce à des actions de soutien et d'accompagnement à la parentalité permettant le dialogue et les échanges. Un ensemble de ressources, d'informations et de services est mis à leur disposition pour les accompagner dans l'éducation, quand

ils en ressentent le besoin, grâce à des actions mises en œuvre avec et pour eux. Cela va du groupe d'échange et entraide entre parents à l'organisation d'activités partagées parents-enfants ou encore de conférences, ciné-débats ou journées thématiques. Toutes les questions sont abordables, autour de l'éducation (alimentation, santé, sommeil, phases de développement, éducation affective ou sexuelle, conduites à risque...), du lien (attentions, exercice de l'autorité, gestion des conflits, respect des règles de vie...), de la situation familiale (séparation, recomposition, partage des rôles, place des pères) ou encore des relations des familles avec l'école. ■

Être parent, une aventure formidable mais pas toujours facile. Pour ne pas être seul à bord de ce fabuleux et périlleux voyage éducatif, la Caf de l'Ain édite depuis 2015 la lettre « Tous à Bord », diffusée deux fois par an par mail aux parents allocataires Caf ou MSA et aux professionnels parentalité du département. Recensant de multiples témoignages et idées, elle aborde des thématiques utiles aux familles dans leur quotidien et aux professionnels pour partager leurs expériences et alimenter leurs pratiques. Sur des thèmes aussi variés que le handicap, le sommeil, la sexualité des ados, la séparation, le deuil, les écrans, la communication etc., cette lettre d'info donne la parole aux parents et fait la promotion des actions parentalité menées sur le territoire.



<https://www.caf.fr/professionnels/nous-connaître/caf-de-l-ain/qui-sommes-nous/retrouvez-nos-publications/la-lettre-tous-bord>

Maison des familles itinérante de l'UDAF 01

Établir la confiance pour libérer la parole

En octobre 2024, l'UDAF 01 a lancé sa Maison des familles itinérante sur les territoires de la Veyle (Pont-de-Veyle/Vonnas) et Bugey sud (Belley/Culoz). Le véhicule installé dans différents lieux



Atelier « Cartable partagé » aux portes ouvertes du collège de Grièges. L'UDAF 01 invite parents et élèves à préparer leur cartable sous forme ludique avec des cartes inspirantes. L'idée est de mettre en avant les valeurs, comportements, objets etc. qu'ils veulent se transmettre à l'approche de la rentrée au collège.

en extérieur invitait le public à rencontrer associations et partenaires autour de différents thèmes liés à la parentalité. Un an plus tard, la Maison des familles a trouvé sa place au milieu des habitants, elle a agrandi son territoire d'intervention à Valserhône et sa fréquentation a augmenté.

Mais l'UDAF 01, forte de ses observations sur le terrain, a adapté sa méthode. « *Au début, les gens venaient, posaient des questions, mais restaient très méfiants* », résume Ève Duraffourg, chargée de projet. « *La parentalité touche à l'intimité et sans confiance, l'accès est périlleux*. » L'équipe, composée d'Ève, assistante sociale, d'une infirmière puéricultrice et d'une médiatrice culturelle, a opté pour une approche plus ludique en utilisant des jeux pour faciliter les échanges, libérer la parole. Sur

les marchés, par exemple où se côtoient les générations de parents et de grands-parents, l'équipe de la Maison itinérante des familles installe un stand de casseroles avec cette question : « Quel est l'ingrédient secret de votre famille ? » Chacun partage ses recettes...

Toujours dans le but d'instaurer la confiance, l'UDAF 01 s'est aussi rapprochée des structures de territoires où les parents ont leurs habitudes comme les crèches, les centres sociaux, les écoles primaires pour animer leurs actions. « *Nous sommes là pour compléter l'offre de parentalité des acteurs locaux*, dit Ève Duraffourg. *Pour la suite, nous allons travailler à la mise en place d'un projet annuel sur chaque territoire afin d'impulser une dynamique et faire venir les partenaires départementaux.* » ■

Programme « Ces années incroyables »

Être parent, un défi permanent !

« **A**nnées incroyables » mais parfois éreintantes que celles consacrées à l'enfance et l'adolescence de nos chères têtes blondes. Confrontés à une ambiance familiale parfois électrique, les parents sont souvent appelés à se questionner sur leur rôle et se sentent parfois démunis face aux réactions de leur enfant. Autour d'un ensemble d'outils éducatifs concrets, le programme « Ces années incroyables » propose aux parents d'enfants de moins de 11 ans de partager leur expérience. À partir de 12 ans, un autre programme, également élaboré en Amérique du Nord, est baptisé « Parents d'ado... une traversée » ; il reprend les mêmes principes et est notamment relayé par la Maison des Ados.



Depuis 2017, des groupes de parents en difficulté ou en questionnement dans leur éducation suivent le programme venu du Québec.

Dans tous les cas, « *le but*, explique Alice Barthoulot, coordinatrice chez Prado itinéraires*, *est que les parents reprennent du plaisir dans leur quotidien en s'appropriant des outils éducatifs qui s'adaptent à chaque famille et qu'ils acquièrent des stratégies efficaces et renforcent la base relationnelle avec leur enfant* ». Le principe implique un suivi à long terme qui s'échelonne, hors vacances scolaires, sur 16 séances hebdomadaires de 2 heures (programme enfant) ou 9 séances pour le programme ado. « *Le programme est progressif, il commence avec des jeux dirigés par l'enfant pour encourager la récompense et évolue vers les notions d'autorité, de limites et de discipline* », précise Alice. « *La force du programme est son aspect pratico-pratique, basé sur les mots, les postures, les méthodes et aussi sur l'approche collaborative des animateurs qui encouragent le partage d'expérience.* » Le groupe remplit un rôle de soutien, dans les ateliers mais aussi via le réseau d'entraide informel qui se forme et perdure souvent au-delà de la session. Dans l'Ain, le programme en place depuis 2017 est proposé gratuitement aux parents grâce à une convention avec le conseil départemen-

tal. Notamment relayé via les centres sociaux de Péronnas, Thoissey ou Chalamont, il est également disponible en ligne à travers des webinaires. ■

* Émanation de la fondation Prado qui œuvre depuis 160 ans pour la protection de l'enfance

À l'université Lumière Lyon 2 - laboratoire DIPHE, l'enseignante-chercheuse Rebecca Shankland mène une évaluation de l'efficacité du Programme d'entraînement aux habilités parentales (PEHP) Incredible Years®, reconnu internationalement :

<https://acteursdelien.com/wp-content/uploads/2024/07/Presentation-resultats-PBO-Shankland-2024.pdf>

Campagne d'inscription « Ces années incroyables » à la rentrée 2025 :

- En ligne : 15 séances le mercredi matin, du 17/09/25 au 21/01/26,
- À Péronnas : 16 séances le jeudi après-midi du 2/10/25 au 12/02/26,
- À Thoissey : 16 séances le vendredi après-midi du 3/10/25 au 13/02/26,
- À Chalamont : 16 séances le mardi après-midi à partir du 30/09/25.

Programme « Parent d'ado... une traversée » dès octobre : à Bourg-en-Bresse le vendredi midi et à Belley le mardi matin.

Alice Barthoulot
Coordinatrice du programme pour
Prado itinéraires



Au cœur des centres sociaux

Un rôle au quotidien

Soutenir les parents dans leur rôle éducatif, renforcer leurs compétences, favoriser le lien parents-enfants, prévenir les conflits intrafamiliaux : axe fort de la politique de la CNAF* et du Schéma départemental des services aux familles (SDSF), le soutien à la parentalité est au cœur des missions des centres sociaux. « Ils sont des lieux repérés, stratégiques, pour accompagner les parents » rappelle Camilla Meridja, déléguée adjointe de la Fédération des centres sociaux de l'Ain qui réunit une quarantaine de centres sociaux et espaces de vie sociale (EVS). Leurs initiatives en la matière sont des plus variées : lieux accueil parents enfants (LAEP), cafés parents, ateliers ludiques parents-enfants (cuisine, bricolage, cirque, yoga, médiation animale...), sorties en famille, conférences-débats, semaines de la petite enfance, ateliers parents d'ados... Participer ensemble à une activité permet aux parents de porter un autre regard sur leur(s) enfant(s) et vice-versa.

Partager les expériences

Les divers temps de rencontre permettent aux parents d'échanger entre eux, de par-

tager leurs expériences, de « déposer » leur vécu. Quelles difficultés ressortent le plus souvent ? « Les écrans, la gestion des émotions, les conflits dans la fratrie, les troubles du sommeil de l'enfant. »

Lieux-ressources, les centres sociaux œuvrent avec les acteurs locaux du social, de l'enfance, de l'adolescence, de la famille, de l'éducation. Accompagner les parents, c'est aussi les aider à suivre la scolarité de leur enfant. Dans l'Ain, le dispositif CLAS (Contrat local d'accompagnement à la scolarité), de la Caf, est porté et animé par vingt-quatre centres sociaux et espaces de vie sociale. Associant les familles et les enseignants, signé pour un an, il vise, via des actions renforçant l'ouverture culturelle et citoyenne, à donner aux enfants et jeunes (du CP à la terminale) l'envie d'apprendre, à développer leur méthodologie. À ne pas confondre avec l'aide aux devoirs. ■

* Caisse nationale d'allocations familiales



Parents d'enfants différents

« Parmi les moments-phare de cette année, nous avons mené un projet qui a abouti à une représentation théâtrale. Au départ, un groupe de parents se réunit au centre social pour échanger, se soutenir et s'amuser. Parmi eux, quelques mamans d'enfants porteurs de handicap ont partagé leurs expériences. Ces moments de discussion et d'écoute leur ont donné envie d'aller plus loin et de sensibiliser davantage le public à la situation que vivent les familles d'enfants différents. Surtout, comme résume l'une d'entre elles, "ceux qui nous regardent parfois de travers avec nos enfants". L'envie est venue de partager ce vécu singulier sous une forme artistique et le spectacle "Différent.es" est né », explique Marie Bernard, responsable parentalité au centre social Cesam à Miribel. Julie Doyelle et Léa Marchand, de la compagnie Vilain.es, ont donné corps aux témoignages et aux questions qui jalonnent ces parcours de mères. Comment accueillir et accepter la singularité de son enfant, quels sont les endroits de colère mais aussi de joie et de fierté ? Comment aménager le quotidien pour accompagner au mieux son enfant ? Comment l'altérité nous transforme et transforme notre vision du monde ? Le handicap soulève de nombreux enjeux sociétaux : la question de l'inclusion, de l'accessibilité des services, mais aussi la place des handicapés dans notre société. Au cœur de ces défis et difficultés, le rôle de parents est encore plus bousculé. Ils méritent d'être mieux accompagnés, mieux compris et surtout valorisés.



Parentalité et handicap

Le parent, un expert de son enfant

Accompagner des familles d'enfants en situation de handicap, c'est prendre en compte des temporalités et besoins très différents tout en proposant un soutien global qui reconnaît leurs compétences.

Dans le parcours de ces parents, l'annonce est un moment marquant, souvent décrit comme un tsunami. S'ouvre alors une période d'errance en quête de repères dans un nouveau domaine afin d'agir pour retrouver un accès à la norme : aller à l'école, faire des activités...

Une approche individuelle

Les besoins diffèrent en fonction d'où en sont les familles dans le parcours de leurs enfants. Pour certaines, des temps d'échanges qui doivent être pensés en levant les freins potentiels à la participation (garde des enfants organisée, accès gratuit...) s'avèrent précieux. « Elles s'expriment sur l'accès aux droits, à la scolarité, au mode de garde, sur les dispositifs de droit commun. C'est souvent décrit comme un parcours du combattant. L'épuisement familial revient beaucoup », poursuit Charlotte Garin, chargée de projets espaces rencontres familles. Le manque de lisibilité des dispositifs existants impacte l'accès aux droits et à l'information, essentiel

pour faire des choix éclairés.

Pourtant, certains parents n'ont pas seulement besoin d'écoute et d'échanges. « Ils ont besoin d'avoir accès aux structures pour leurs enfants, comme les autres, d'avoir une liberté de parcours alors que la société n'est pas encore dans une dynamique inclusive sur tous les plans », relève Céline Teissière.

Rendre les parents acteurs

Penser l'accompagnement d'une parentalité différente, c'est aussi constater la place des familles et des associations de parents dans son évolution. On est passé d'une époque de professionnels sachants à une société reconnaissant de plus en plus les compétences des parents et la pair-aidance. « Associer les familles dans une démarche de projet permet d'ajuster et de mettre en place des actions qui correspondent aux besoins et pourront perdurer », précise Charlotte Garin.

Dans cette logique d'empowerment, les cafés

des parents d'Une Souris Verte valorisent la rencontre entre parents, leurs compétences, leurs expériences et leur capacité d'entraide.

« Le parent est vu comme un partenaire. » L'existence d'un diplôme universitaire de pair-aidant familial professionnel illustre la reconnaissance de cette expertise familiale. Les temps d'échanges sont aussi l'occasion d'impulser une dynamique. Certains participants en ont profité pour se rassembler en collectif voire en association. D'autres ont bâti des projets répondant à leur vécu et leur besoin comme ces parents, impactés par le regard des autres, qui ont conçu des panneaux de sensibilisation à la différence pour des aires de jeux. ■

* L'association lyonnaise agit pour donner une place à part entière dans la société aux enfants en situation de handicap ou atteints de maladie chronique. Elle œuvre en faveur de l'accueil dans les structures du milieu ordinaire, pour accompagner les familles et former les professionnels.

Quelques ressources dans l'Ain

- Une plateforme de répit, portée par l'APAJH, accompagne les aidants des personnes en situation de handicap.
- Loisirs pour tous 01 : le pôle ressources loisirs et handicap (PEPO1 et Francas) facilite l'inclusion des 3-17 ans à besoins spécifiques en accueil de loisirs sans hébergement.
- Pomme de Reinette : le dispositif mobile d'Entraide Union favorise l'accueil des 0-6 ans dans les multi-accueils et chez les assistants maternels.
- Pôle ressource petite enfance Bugey Sud : porté par l'Adapei, il conseille et oriente les professionnels et familles d'enfants de 0 à 6 ans du territoire.



L'accompagnement des familles passe par l'appui aux professionnels du droit commun se questionnant sur l'accueil du public en situation de handicap.

INTERVIEW

Émilie Garçon, psychologue à la Maison des Ados



Émilie Garçon

Quels types de difficultés observez-vous le plus souvent dans les relations entre parents et adolescents ?

Pour simplifier, les préoccupations des parents que nous rencontrons à la Maison des Adolescents concernent la santé de leurs ados. Beaucoup s'interrogent sur les changements (corporels, d'humeur, changements relationnels) qu'ils observent chez leur ado et des manifestations qui s'avèrent plus ou moins graves. Ces changements génèrent de l'incompréhension chez le parent mais aussi souvent pour l'adolescent lui-même (!). Cela peut créer un « désaccordage » entre parents et ado et pour l'ado lui-même.

Quelles émotions reviennent souvent chez les parents qui viennent vous voir ?

En premier lieu, les parents que nous accueillons sont le plus souvent inquiets pour leurs adolescents et leur santé mentale. Ils se demandent si ce qu'ils observent chez leurs ados relève du processus « classique » de l'adolescence ou si cela pourrait être le signe d'une souffrance plus profonde. Les parents accueillis expriment également souvent leur doute quant à leur positionnement en tant que parent et leur sentiment d'impuissance. Certains peuvent arriver assez désespérés en disant « *ne plus savoir comment ou quoi faire* ».

Et du côté des adolescents ?

C'est souvent pour eux aussi un sentiment d'incompréhension voire d'impuissance vis-à-vis des changements qui les traversent. Mais bien que parents et adolescents puissent être traversés par les mêmes sentiments, il n'est pas toujours facile de les partager et de se comprendre !

Comment les parents peuvent-ils maintenir le dialogue avec leur adolescent tout en posant un cadre éducatif ?

L'enjeu est bien de ne pas perdre le cadre,

de continuer à donner des limites car ce sont elles qui protègent et qui guident leur ado pour l'aider à bien grandir. Mais dans le même temps, il leur faut apprendre à laisser plus de marge, à encourager l'autonomie naissante de leur ado. Pour comprendre le changement d'échelle, on peut dire que lorsque l'enfant est petit, son terrain de jeu est réduit, « comme un bac à sable ». Il est toujours sous le regard de l'adulte qui le surveille et le guide dans ses premières expériences. Quand il grandit, son terrain de jeu augmente, c'est maintenant un terrain de foot ! Qui dit terrain plus grand, dit nouvelles expériences et pas toujours sous le regard du parent ! Pourtant, l'adolescent a toujours besoin de règles pour jouer et de limites pour le protéger. Il peut discuter les règles avec son parent, parfois tenter de négocier... Du côté du parent, il s'agit de pouvoir poser ce qui est de l'ordre « de la protection » et n'est pas discutable, mais aussi ouvrir à des premiers compromis. Cela demande au parent d'apprendre progressivement à faire confiance à son ado en lui autorisant des premières expériences d'autonomie et à l'ado de respecter cette confiance. Cela demande de pouvoir communiquer. Il n'est pas toujours facile de trouver le bon moment pour se parler ; ce qui est le bon moment pour l'un ne l'est pas forcément pour l'autre, donc accepter d'attendre, de cogner à la porte avant de tenter une discussion. Prendre le prétexte du trajet en voiture peut être habile. Avec un ado, il est parfois plus facile d'échanger en côte à côte qu'en face à face. La voiture fait office d'espace-bulle.

Quel rôle peut jouer une structure comme la Maison des Adolescents pour soutenir à la fois les jeunes et leurs parents et les accompagner face à ces charges émotionnelles ?

Nous proposons des entretiens familiaux pour « relancer le décodeur », remettre du sens et permettre à chacun de retrouver sa place au sein de la famille. En entretien, nous sommes toujours deux professionnels (psychologue, éducatrice, assistante sociale, infirmière...) afin de faire tiers, de faire circuler la parole et de soutenir à la fois l'adolescent et son parent dans cet exercice. Nous proposons aussi des entretiens de soutien à la parentalité où nous ne recevons que le(s) parent(s). C'est là que nous travaillons leurs questions de positionnement, que nous travaillons sur la réassurance parentale. Nous les aidons à rétablir des règles éducatives et, si besoin, après évaluation, nous les orientons vers un soutien plus spécialisé. Le programme de renforcement des compétences parentales proposés par Prado-Itinéraire avec qui nous travaillons en partenariat, intitulé « Parent d'ado...une traversée », est aussi une possibilité très efficace pour les familles. C'est la déclinaison pour les plus de 12 ans du programme « Ces années incroyables » destiné aux parents d'enfants*.

* La Maison des Ados reçoit les familles de jeunes de 11 à 21 ans. L'accueil sur les sites de Bourg et d'Oyonnax est inconditionnel, gratuit et anonyme. En 2024, 470 ados ont été reçus pour 1 600 entretiens. Parmi eux, 336 nouvelles demandes, dont 2/3 émanent de filles et plus de la moitié concernent des jeunes de 15 à 17 ans. La durée moyenne d'accompagnement est de 7 à 10 mois.

CARNET D'ADRESSES

- **UDAF01**
12 bis rue de la Liberté 01000 Bourg-en-Bresse
Tél. 04 74 32 11 40
www.udaf01.fr
- **Maison des Ados**
7 rue du Général Debenedy 01000 Bourg-en-Bresse / 116 Cours de Verdun 01100 Oyonnax
Tél. 04 37 62 15 60
www.maisondesados01.fr
- **Maison des Familles**
74 impasse du Gôter 01280 Prévessin-Moëns
Tél. 04 50 40 51 69
www.preveessin-moens.fr/famille-et-solidarite/maison-des-familles

- **Maison des Familles et de la Parentalité Bresse et Saône**
7 Avenue Adrien Thierry 01190 Pont-de-Vaux
Tél. 06 38 04 17 32
maisonfamillesparentalite01@gmail.com
- **Programme « Ces années incroyables »**
<https://cesanneesincroyables.fr/>
- **Alice Barthoulot**
Tél. 06 82 39 13 00
www.le-prado.fr/prado-itineraires
- www.parentalite01.fr

Découvrez nos métiers et domaines d'expertise



Plus de **15 000 clients nous font confiance pour les accompagner** au quotidien. La satisfaction de nos clients est au centre de nos préoccupations, ce pourquoi nous nous efforçons **d'apporter des solutions toujours plus écologiques, économiques et en adéquation avec leur besoin.**

Nos métiers



Adelya vous propose plus de **15 000 références articles** et des **solutions sur-mesure** pour s'adapter à vos besoins. Nous avons pour ambition de **développer des gammes de plus en plus écologiques et dans le respect de l'Homme et de la Planète.**



Scannez le QR code pour découvrir
le catalogue en ligne

Retrouvez-nous sur <https://adelya.net>
et sur les réseaux sociaux



RENOVATION

GRATUITE

ISOLATION DES COMBLES

1€



Vous avez le droit
à une aide !



PROJET DE RÉNOVATION ÉNERGÉTIQUE, UN SEUL RÉFLEXE : CONTACTEZ L'ALEC



04 74 45 16 46



info@alec-ain.fr



www.alec-ain.fr

 **ALEC AIN**
Agence Locale de l'Énergie et du Climat
Société Publique Locale à impact positif




AIN
le Département